



Par CHRISTINE POUPIN

La route tue

L'accident qui a fait 43 victimes ce vendredi 23 octobre à Puisseguin, en Gironde choque et bouleverse. Il ne s'agit ni d'une catastrophe naturelle ni d'une fatalité. Et il n'est pas illégitime de mettre en cause les choix politiques, pas indécent de dire que certaines décisions en sont responsables, et pas choquant de mettre en cause ceux qui les prennent. Car c'est effectivement un choix délibéré de faire croître sans cesse le trafic routier, qu'il soit de marchandises ou de passagers. C'est une politique, celle qui sous-tend la loi Macron : décider de libéraliser le transport par autocars et de faire disparaître les trains régionaux au profit de la route. Les politiques d'austérité ont pour conséquence le manque d'entretien et donc la dégradation des routes, en particulier secondaires et départementales. Et quand Noël Mamère interroge : « Est-ce nécessaire de dépenser des milliards d'euros pour des infrastructures qui sont inutiles, plutôt que d'investir cet argent dans l'entretien des routes départementales et dans la réduction des risques accidentogènes ? », il a raison, n'en déplaise à Claude Bartolone ! Mais il faut aussi garder à l'esprit que, pour la seule année 2014, les accidents de la route ont tué plus de 3500 personnes et causé l'hospitalisation de 8 fois plus de blessés. Une tragédie qui se reproduit malheureusement tous les ans et, sauf évidemment pour celles et ceux qui sont directement endeuillés, cette violence est devenue d'une affreuse banalité. Transporter toujours plus, plus vite, plus loin, tout et n'importe quoi, est au cœur du fonctionnement du capitalisme mondialisé. Transporter pour mettre en concurrence les salariéEs, transporter pour atteindre le stock zéro, transporter pour sous-traiter, transporter en surexploitant les chauffeurs... L'automobile structure villes et campagnes, jusqu'à devenir indispensable, allongeant sans cesse les déplacements. Elle n'est jamais remise en cause. Tout au plus met-on en avant les comportements des conducteurs mais sans jamais s'interroger sur leurs racines, alors que la publicité en fait le symbole même de la liberté, de la toute-puissance et de l'épanouissement individuel... Oui, la route tue et mutile, pollue et perturbe le climat. L'encourager est bien criminel !

À la Une

Contre la barbarie des frontières, solidarité avec les migrantEs, résistance !

Routine de l'horreur programmée : c'est désormais dans un quasi-silence médiatique qu'ils et elles s'échouent mortEs sur les plages de Libye, d'Italie ou de Grèce, comme ces dizaines de corps échoués en Libye ce dimanche...

Négation de l'humanité : ils et elles sont déplacés comme des objets d'un lieu à un autre sans jamais être écoutés. Ils et elles sont blessés par les matraques, quand ils et elles revendiquent simplement leur existence. Ils et elles sont coupés par les barbelés et les lames acérées des murs des frontières... Tout cela se passe en Europe. Aujourd'hui. Cela se passe en France. Ils et elles, ces hommes, ces femmes, ces enfants, dénommés migrantEs, sans-papiers ou réfugiéEs, disent l'ampleur de la barbarie qui contamine notre société. C'est la véritable barbarie, celle qui défie toute intelligence, car, rapport après rapport, tous les chiffres disent l'accueil possible, les bâtiments disponibles, et même les avantages d'une ouverture des frontières.

Le message du gouvernement
Pendant des semaines les autorités ont voulu couvrir cette barbarie par des discours sur « l'accueil ». Le dernier épisode de cette stratégie s'est joué la semaine dernière avec l'évacuation du lycée désaffecté occupé Jean-Quarré dans le 19^e arrondissement de Paris. Après cinq mois de campements et d'occupations dans la capitale, le pouvoir a cru effacer la dernière trace visible, collective, de la présence des migrantEs. À l'occasion de cette évacuation s'est renforcé un système de collaboration entre la police, la mairie, les éluEs, la presse et certaines associations. On a même vu un groupe de policiers en civil endosser les gilets des employéEs de la mairie de Paris pour entrer dans le lycée... La voie est alors libre pour la mise en œuvre de ce qui constitue la



véritable politique du gouvernement : accueillir le moins possible de migrantEs. Faire surtout passer ce message : vous n'êtes pas bienvenuEs ici. Du 22 au 24 octobre, 150 migrantEs ont été arrêtés à Calais et envoyés dans des centres de rétention à Toulouse, Nîmes, au Mesnil-Amélot... avant expulsion. Des Syriens, des Soudanais, des Afghans, des Irakiens, des Iraniens... Et la centaine de migrantEs laissés sur le carreau suite à l'évacuation de Jean-Quarré ont été matraqués puis pourchassés lors de la manifestation du samedi 24 octobre. Trois ont été blessés.

La machine à trier

La voie est libre pour légitimer la mise en place d'une véritable machine policière pénétrant tous les secteurs de la société pour atomiser, surveiller, contrôler, trier, arrêter. Alerte : cette machine ne s'arrêtera pas à broyer les migrantEs. Expérimentée depuis longtemps dans les quartiers populaires, elle est en train de devenir un système de gouvernement qui broiera aussi bien les grévistes d'Air France que les manifestantEs de la COP21.

L'UE se donne, elle, pour objectif de « déporter » 400 000 réfugiéEs arrivés depuis janvier. Alors le

nouveau discours se met à tourner en boucle : il faut renforcer les frontières, accélérer les procédures avant expulsion, repousser les migrantEs. Et tout à coup, les moyens non disponibles pour l'accueil se mettent à exister : pour envoyer des flics dans les Balkans, affréter des avions, créer une nouvelle unité Frontex et des centres de tri dans les pays du sud...

La résistance concrète

Cette progression de la barbarie doit être combattue. Un campement est en train de se reconstituer, comme un défi, en plein centre de Paris, sur la place de la République, adossé aux tentes déjà présentes de plusieurs semaines du DAL, et lieu de rencontres des sans-papiers parisiens. Comme un symbole contre ceux qui voudraient opposer les migrantEs aux sans-abris, les réfugiéEs aux sans-papiers. Après le succès de la manifestation du 4 octobre dernier, de nouvelles échéances vont être discutées. Et ce samedi a lieu à Paris la Marche de la dignité et contre le racisme. Parce que la machine qui se met en place contre les migrantEs développe ses tentacules dans toute la France, la résistance concrète au côté des migrantEs, dans les centres d'hébergement qui deviennent centres de tri et dans les centres de rétention, peut s'organiser dans de plus en plus de villes et se coordonner avec les résistances à Calais, Paris, Menton et Marseille. En lançant un défi aux frontières, les migrantEs imposent que se tissent des liens avec les mouvements de solidarité qui se développent en Angleterre, en Italie et dans les autres pays européens. L'espoir contre la barbarie.

Denis Godard

ISRAËL PALESTINE

Une nouvelle génération palestinienne se fait entendre

Une « troisième Intifada » est-elle en cours ? Jusqu'à présent, les pronostics de ceux qui ont cru, au cours des dernières semaines, voir se dessiner un nouveau soulèvement massif de la population palestinienne, ont été invalidés : la « troisième Intifada » tant redoutée – ou souhaitée – n'a pas eu lieu...

Cela ne signifie pas, bien au contraire, que la révolte en cours dans les territoires palestiniens et en Israël n'est pas l'expression d'une exaspération collective avec aux avant-postes, comme toujours, les jeunes.

Génération spontanée ?

En effet, il faut être aveugle pour ne pas voir dans les événements

de ces dernières semaines, qu'il s'agisse des manifestations, des affrontements avec l'armée d'occupation et les colons, ou des attaques à l'arme blanche, la traduction de la révolte et de l'insoumission de milliers de jeunes Palestiniens et Palestiniennes. La moyenne d'âge des victimes de la nouvelle vague de répression israélienne se situe en effet en dessous des vingt ans,

et on a même pu voir des jeunes de treize ans tenter de poignarder des soldats, tout en sachant pertinemment qu'en commettant de telles actions ils seraient abattus... À en croire certains commentateurs ou responsables politiques, ces jeunes seraient « manipulés », « instrumentalisés », et envoyés à la mort par des organisations ou des leaders désireux de se repositionner dans

le champ politique palestinien en s'appuyant sur une « radicalisation » qu'ils auraient provoquée. On a ainsi pu lire, ici ou là, que tel imam, tel responsable du Hamas ou tel dirigeant d'un groupe armé, tirerait les ficelles des événements en cours. Certains sont même allés jusqu'à accuser le paisible Mahmoud Abbas d'inciter les Palestiniens à la violence... On croit rêver, ou plutôt cauchemarder. Les jeunes qui se révoltent aujourd'hui et qui sont prêts à mourir plutôt que de subir en silence ne sont manipulés par personne. Ils se révoltent contre une situation d'oppression et d'injustice manifestes, et n'ont pas attendu les appels ou les consignes des responsables politiques palestiniens pour entrer en action. Bien au contraire : ces derniers courent en réalité après les événements et sont dans l'incapacité d'offrir un cadre structuré et des perspectives politiques (revendications, modalités d'action, etc.) à la jeunesse palestinienne.

BIEN DIT

La survenance d'un drame et la mort d'un homme étaient dans la logique du dispositif mis en place. (...) À rebours des propos indécents du président du conseil général du Tam, Rémi Fraisse n'est pas mort "bêtement" en "mourant pour des idées". Il est mort en se dressant pour ses convictions, il est mort pour la démocratie.

Extrait du rapport de la Commission d'enquête citoyenne constituée par la LIGUE DES DROITS DE L'HOMME sur les circonstances ayant conduit à la mort de Rémi Fraisse (rendu public le vendredi 23 octobre)

Un monde à changer

MENTEUR ET FAUSSAIRE. Douze ans après les événements, l'ancien Premier ministre britannique, Tony Blair, a présenté de prétendues «excuses» à propos de la guerre en Irak de 2003. «Je présente mes excuses pour le fait que les informations que nous avons reçues étaient fausses. Je m'excuse aussi pour certaines des erreurs dans la planification et, évidemment, pour notre erreur à comprendre ce qui se passerait après le renversement du régime», ajoutant qu'il trouve «difficile de s'excuser d'avoir mis fin au pouvoir de Saddam»... Nous ne versons pas la moindre larme sur Saddam Hussein, mais Blair oublie les mensonges répétés de ceux qui ont déclenché une guerre pour le pétrole, au premier rang desquels George W. Bush et lui-même. Tony Blair «oublie» de mentionner que les renseignements sur les prétendues armes de destruction massive en Irak ont été sciemment maquillés ou totalement inventés. Il «oublie» de mentionner que, dès mars 2002, comme vient de le révéler un

quotidien britannique sur la base de documents américains, il était associé aux préparatifs de la guerre déclenchée un an plus tard (à l'époque, Blair proclamait sur tous les tons qu'il cherchait une solution diplomatique...). Bien naturellement, Tony Blair «oublie» aussi les victimes civiles irakiennes : des centaines de milliers de victimes des suites du blocus préalable à la guerre (dont de nombreux enfants), et pour ce qui est de la guerre elle-même, au moins cent mille tués, des centaines de milliers de blessés, des milliers de disparus, des centaines de milliers de personnes déplacées et de réfugiés. Si Tony Blair sort aujourd'hui de sa boîte sur cette question, c'est qu'un rapport parlementaire britannique risque de remettre la question irakienne sur le tapis. Ses excuses en trompe-l'œil visent à prendre les devants. Au-delà de sa personne, malgré tous les discours humanitaires, les méthodes des dirigeants impérialistes n'ont clairement pas changé depuis 1914 : diplomatie secrète et mensonges sur le dos des peuples !

MIGRANT-E-S

La guerre de l'Union européenne

L'arrivée sur le territoire européen au cours des derniers mois de centaines de milliers de migrantEs et de demandeurs d'asile sème la panique chez les dirigeantEs de l'Union européenne... Refusant de prendre la seule décision que l'urgence impose : l'ouverture immédiate des frontières, ils n'ont d'autre horizon que celui de la répression, du confinement, de l'ouverture de «hot spots», c'est-à-dire de camps de concentration pour celles et ceux, victimes des politiques impérialistes, qui fuient les zones de guerre et la misère, en Afrique, au Moyen-Orient ou en Afghanistan.

En quelques semaines, les réunions «au sommet» entre chefs d'État et ministres de l'Intérieur se sont multipliées, la dernière en date ayant eu lieu ce dimanche 25 octobre. Toutes ont réaffirmé une volonté de «restaurer l'ordre aux frontières» de l'Europe forteresse, et «ralentir le flux incontrôlé», comme l'a répété Jean-Claude Juncker.

Ne souhaitant pas «accueillir toute la misère du monde», les pays les plus riches de l'UE entendent au maximum faire accomplir le sale boulot par la Grèce, certains pays des Balkans et la Turquie. Le directeur de l'agence Frontex (bras armé de cette politique... dont le siège social est prudemment domicilié en Pologne) annonce sans ambages qu'«il n'y aura pas de décrue avant 2020» des flux migratoires et que «le défi va perdurer tant que les causes n'auront pas été traitées.» D'ici là, il faudra gérer les «hot spots» ou seront triés les «vrais» demandeurs d'asile et les vilains profiteurs qui seront impitoyablement renvoyés chez eux... Autant



Merkel, Juncker et Cie... marchandage sordide sur le dos des migrantEs. DR

dire que son avenir professionnel est bien assuré, tout comme celui des 600 gardes frontières qui vont être déployés sur le territoire grec dans ces prochains jours.

Construire la mobilisation

Lors du mini-sommet de Bruxelles, Alexis Tsipras a été fermement sommé de «reprenre le contrôle»

de sa frontière avec la Macédoine, «d'enregistrer tous les migrants à leur arrivée de Turquie, et les garder chez lui». Mais le cynisme des dirigeants européens n'a décidément aucune limite : s'adressant à Erdogan, le dictateur de Turquie subitement devenu fréquentable, Merkel a ce week-end triplé la mise, promettant une «aide» de 3 milliards d'euros à Ankara si

la Turquie acceptait «d'accueillir» encore plus de réfugiés fuyant la Syrie... «Cela ne fait pas le compte», a répondu le dictateur qui entend mettre dans la balance sa demande d'adhésion à l'UE et que la Turquie figure désormais sur «la liste européenne des pays sûrs»...

La «crise» des migrantEs n'en est qu'à son début. Elle concentre en elle toutes les contradictions, toutes les abominations du système, et exige que nous soyons à la hauteur des enjeux internationaux qui sont posés. Certaines expériences européennes sont plus avancées qu'ici : ainsi, le mouvement Stand up to racism en Angleterre et la coordination Keerfa en Grèce proposent que le 19 mars prochain soit une journée internationale d'action contre le racisme et de solidarité avec les migrantEs. Une initiative qui doit dès maintenant être mise à notre agenda. Construire ici la mobilisation passe par s'investir avec détermination dans les luttes des sans-papiers et des migrantEs.

Alain Pojolat

Génération 2000

Les générations palestiniennes se succèdent et ne se ressemblent pas toujours. L'Intifada de 1987 a été l'expression du ras-le-bol d'une génération qui n'avait connu que l'occupation. Le soulèvement de septembre 2000 fut en grande partie celui des désillusionnés du «processus de paix». La génération qui s'exprime aujourd'hui est la «génération 2000», qui n'a pas connu les années 1990 et la chimère du «processus de paix», qui n'a pas participé au soulèvement de septembre 2000 et qui n'est pas imprégnée des traditions politiques qui ont longtemps matricé la société palestinienne.

D'où le caractère spontané et désorganisé du soulèvement en cours, mais aussi son caractère explosif : ces jeunes sont sans avenir et sans espoir et, n'ayant rien à perdre, ils sont prêts à aller loin, très loin – jusqu'à la mort. À une ou deux exceptions près, aucun des jeunes qui ont mené

des attaques à l'arme blanche n'était membre d'une faction politique, et aucun d'entre eux n'a tenté, à l'instar des auteurs d'attaques-suicides dans les années 1990 et 2000, d'enregistrer ou d'écrire un message expliquant les motivations de son acte. Voilà qui devrait faire réfléchir ceux qui veulent voir derrière chaque jeune Palestinien la main de telle ou telle organisation – forcément «jihadiste» : la génération 2000 ne rend de comptes à aucune faction ou aucun leader politique, et elle a même tendance à bousculer le «vieux» mouvement national palestinien.

En effet, s'il est difficile de prévoir les développements à venir, nul doute que le soulèvement en cours laissera des traces : au sein de la société palestinienne tout d'abord, dans laquelle certains voient d'un très mauvais œil cette nouvelle séquence d'affrontements, peu propice aux affaires, qu'elles soient économiques ou politiques ; au sein du mouvement national

palestinien ensuite, qu'il s'agisse du Fatah ou du Hamas, qui apparaissent plus que jamais en décalage avec les aspirations des franges les plus mobilisées de la jeunesse ; au sein de la génération 2000 enfin qui, si la répression se poursuit et s'intensifie, pourrait se radicaliser

d'avantage encore et passer à la vitesse supérieure, sans demander l'autorisation à quiconque et sans tenir compte des avis hypocrites de ceux qui les enjoignent de faire preuve de «calme» et de «patience».

Julien Salingue



Début octobre près de Ramallah, des jeunes palestiniens après un affrontement avec des soldats israéliens. DR

Le chiffre

Entre 75 000 et 825 000

C'est en euros le prix estimé des 44 montres de luxe qui seront mises en vente à Genève le 7 novembre prochain. Elles devraient partir facilement... Et pour donner bonne conscience aux acheteurs fortunés, une partie des recettes ira à une bonne œuvre.



Agenda

Jeudi 29 octobre, rassemblement pour le 50^e anniversaire de l'assassinat de Mehdi Ben Barka, Paris. À 18h boulevard Saint-Germain face à la brasserie Lipp.

Vendredi 30 octobre, réunion publique du NPA, Carhaix. Avec Philippe Poutou à 20h aux Halles.

Samedi 31 octobre, marche pour la dignité et contre le racisme, Paris. À 14h à Barbès.

Dimanche 1^{er} novembre, manifestation pour Kobané, Paris. À 13h à Bastille.

Mercredi 4 novembre, réunion publique du NPA, Angers. Avec Philippe Poutou à 20h30, salle Daviers (près du CHU).

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Il y a peu, j'ai repensé à cette phrase de Malraux lors du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon : «Ce jour-là, il était le visage de la France». Moi aussi, j'ai été le visage de la France.

XAVIER BROSETA, DRH «déchemisé» d'Air France, dans une interview au *Parisien* du lundi 26 octobre. D'après le journal, il serait un «militant socialiste de longue date»...

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

FRONT NATIONAL Les faire-valoir de Le Pen

David Pujadas voulait sinon offrir une tribune à Marine Le Pen, du moins utiliser son effet médiatique en l'invitant pour la cinquième fois à « Des paroles et des actes », tout juste quatre jours avant l'ouverture de la campagne officielle des régionales. Si lui n'a pas réussi son coup, Marine Le Pen a, elle, pu se payer sans débours un euro une bonne campagne de pub...

C'était prévisible, l'invitation lancée par Pujadas a déclenché les réactions des autres candidats du Nord-Pas-de-Calais, du CSA et, plus inattendue, une réaction conjointe de Cambadélis et Sarkozy dont les amis ont eu du mal à comprendre le geste... Quoi qu'il en soit, Marine Le Pen a eu beau jeu de dénoncer la campagne orchestrée par la droite et le PS, ladite « UMPS », pour la censurer, poser à la victime du système et refuser la solution bricolée par Pujadas et France 2. Le Pen a refusé la « mascarade » : « Parce que je représente des millions d'électeurs français qui ont droit à la considération et au respect du service public, à moi, M. Pujadas, on n'impose rien. Surtout quand ces changements de dernière minute visent à obéir aux caprices du système UMPS ». Et d'annuler au dernier moment sa participation pour mieux s'imposer au centre du barnum politique où les uns et les autres lui servent les plats.



Vraiment anti-système? DR

Deux jours avant cette pantalonnade, le 20 octobre, se tenait au tribunal correctionnel de Lyon son procès. Elle était en effet poursuivie par quatre associations antiracistes pour incitation à la haine raciale à cause des propos qu'elle avait tenus le 10 décembre 2010 : « Il y a dix ou quinze endroits où de manière régulière un certain nombre de personnes viennent pour accaparer les territoires. Pour ceux qui aiment beaucoup parler de la Seconde Guerre mondiale, il s'agit de parler d'occupation (...). Certes, il n'y a pas de blindés, il n'y a pas de soldats, mais c'est une occupation tout de même. »

La justice complaisante

Le Pen a retourné le procès en sa faveur, avec la complaisance tant du procureur de la République que du président du tribunal. « Je n'entends pas du tout me soumettre aux offensives judiciaires du gouvernement », a-t-elle lâché à son arrivée. La juxtaposition des termes « prières sur la voie publique » et « occupation » ne relèverait que de la simple « figure de style de meeting »... Le procureur de la République a repris à son compte les conclusions déposées par la défense et a plaidé en faveur de la relaxe. Les déclarations de Marine Le Pen relèveraient de la simple liberté d'expression ! Quant au président du tribunal, il a choisi de placer le jugement en délibéré au 15 décembre, soit deux jours après le second tour des élections régionales. Une décision de justice n'allait quand même pas perturber la campagne...

Les faux-semblants tombent : l'extrême droite, qui a toujours bénéficié de connivences avec une partie de la droite dont bien des dirigeants y ont fait leur premières armes, ne fait-elle pas aujourd'hui partie du système qu'elle prétend dénoncer ? Le FN partage avec les autres partis institutionnels, le patronat comme les grands médias, le même mépris du monde du travail, comme il vient encore de le montrer en reprenant à son compte les violentes condamnations des salariés d'Air France. Les inhibitions levées, une large fraction du monde bourgeois s'empresse de reconnaître dans le FN un garant tout à fait acceptable de leur ordre, et de lui servir les plats en prévision de ses futurs succès électoraux.

Yvan Lemaître

BUDGET La caravane pro-Medef passe...

Mardi 20 février, la première partie du budget de l'État a été adoptée : le gouvernement tient ses engagements envers le Medef, maintient une politique injuste, cela tandis que les « frondeurs » du PS sont moins nombreux...

La première partie du budget est essentiellement consacrée aux recettes fiscales et comprend également les données générales de l'équilibre budgétaire. Ce n'est que la première étape des discussions de fin d'année sur les finances pour l'année 2016. Viendra ensuite l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2016, puis la deuxième partie du budget de l'État consacrée aux dépenses. Les députés se prononceront le 17 novembre sur l'ensemble du texte, que le Sénat débattrait ensuite.

16 milliards de coupes

Le texte voté s'inscrit complètement dans les clous des déclarations de Hollande et des engagements vis-à-vis de la Commission européenne et du Medef. D'abord, la diminution supplémentaire des prélèvements pour les entreprises, à hauteur de 9 milliards d'euros. L'effet cumulé du CICE – crédit d'impôt compétitivité emploi et du Pacte de responsabilité atteindra ainsi 33 milliards d'euros en 2016. Ensuite, le rabetage des dépenses qui va particulièrement toucher la dotation globale de fonctionnement pour les collectivités locales. Les restrictions concernant la santé viendront dans le PLFSS, et au total les coupes atteindront 16 milliards d'euros. Les réductions de services et la baisse des investissements vont donc s'amplifier.

À cette épine dorsale s'ajoute une baisse de l'impôt sur le revenu à hauteur de 2,1 milliards d'euros pour environ 8 millions de contribuables : il s'agit de préparer les futures



Chez les «frondeurs» c'est quand qu'on va où? DR

échéances électorales... Si cette mesure aidera certains ménages, elle ne remet pas en cause l'injustice globale de la fiscalité française. Le reste est constitué de brouilleries pour faire plaisir aux écologistes ou aux « frondeurs » du PS : hausse d'un centime par litre de la taxation du gazole (pour, en principe, réduire les impôts locaux) et baisse d'autant pour l'essence dès 2016 (ce qui doit permettre notamment d'alléger la fiscalité locale), durcissement – limité – de la fiscalité sur les « parachutes dorés », hausse de 1 euro de la redevance télé, etc.

Contestation en peau de lapin

Un tel texte ne va clairement ni dans le sens de la croissance et de l'emploi ni dans celui de la justice sociale. Une tout autre politique

budgétaire est nécessaire, avec notamment une fiscalité très renforcée sur les hauts revenus et les grandes fortunes, l'arrêt des cadeaux aux entreprises, des embauches dans l'éducation et la santé, la relance du logement social et une revalorisation importante des minima sociaux.

Au moment du vote du 20 février, il s'est pourtant trouvé 277 voix pour soutenir le gouvernement contre 247, soit une majorité légèrement plus large que l'année dernière. Le Front de gauche a voté contre, mais la moitié des « frondeurs » socialistes de l'an dernier ont disparu dans les sables : 18 députés socialistes se sont abstenus... et un seul a voté contre ! En 2014, ils avaient été 39 à s'abstenir au même stade de la procédure et, depuis l'arrivée

de Manuel Valls comme Premier ministre, début avril 2014, aucun texte budgétaire n'était passé avec moins de 35 abstentions socialistes. Benoît Hamon, un des chefs de file de ladite « gauche » socialiste, n'est même pas venu voter !

Chez les écologistes aussi, ça bouge dans le même sens : parti de 14 abstentions et seulement 3 votes favorables en 2014, le gouvernement arrive cette année à obtenir 9 votes favorables et à réduire les abstentions à 8...

Il est possible que dans le vote final, certains « frondeurs » et écologistes se réveillent mais cela ne change pas le diagnostic d'ensemble : il s'agit d'une contestation en peau de lapin sur laquelle on ne peut fonder aucun projet politique.

Henri Wilno

QUARTIERS POPULAIRES

Hollande et Valls nous baladent...

Après Hollande qui s'était déplacé à La Courneuve (93) la semaine dernière, ce lundi 26 octobre Valls a tenu un comité interministériel aux Mureaux (78) pour faire le point sur sa politique de la ville.

Petite différence entre les deux : Valls s'est déplacé dans une ville vidée de sa population par la police et l'heure matinale, sans risque de la moindre contestation... à la différence de Hollande conspué quelques jours plus tôt.

Dix ans après les révoltes de 2005, tous deux sont venus faire des annonces qui peuvent être considérées comme dérisoires et trompeuses. Du côté de Hollande, la création d'une nouvelle agence pour favoriser la création d'entreprises, comme si cela pouvait avoir par exemple le moindre effet sur l'emploi des jeunes, où le chômage en ce qui les concerne dépasse les 20% pour atteindre les 35% à la cité des 4000... De son côté, aux Mureaux, Valls est venu annoncer les caméras pour les policiers afin de lutter contre les contrôles au faciès, des testings pour mesurer les discriminations à l'embauche dans les entreprises de plus de 1000 salariéEs, et principalement le renforcement des mesures contre les villes qui n'appliquent pas la loi dite SRU, qui exigent 25% de logements sociaux au minimum par localité, avec la possibilité donnée au préfet de se substituer aux maires récalcitrants.



Le tout s'accompagne de discours style « la banlieue fait partie à part entière de la France et de la République », histoire de faire disparaître la réalité, la politique réelle qui s'applique contre les classes populaires et les villes où elles habitent.

La « politique de peuplement »

Derrière ces mesures anecdotiques il faut aller chercher ce qu'ont fait vraiment les gouvernants, toutes tendances confondues. L'essentiel a porté sur les rénovations. Démolitions

et reconstructions d'immeubles, de quartiers, se sont multipliés par le biais de l'agence ANRU qui a disposé de plusieurs dizaines de milliards d'euros pour ces opérations.

Il ne s'agit pas de répondre aux difficultés des habitants eux-mêmes, en matière d'emploi, de formation, d'éducation, mais de morceler les zones d'habitation populaires qui peuvent être des lieux de résistance, de révoltes. Lors de son discours à La Courneuve en janvier 2015, Valls avait lâché le morceau, osant parler

de « politique de peuplement » nécessaire, ce qui en d'autres termes veut dire le remplacement des habitants les plus pauvres par de plus aisés. C'est ce qui est à l'œuvre dans la proche couronne de Paris, particulièrement en Seine-Saint-Denis où la rente foncière est le moteur financier de ces politiques.

Il ne s'agit pas de donner des logements à ceux qui ont le plus de difficultés à se loger. Ainsi, la pénurie ne diminue pas en Île-de-France, et le nombre de logements sociaux construits n'a jamais été aussi faible. Il s'agit de briser les possibles résistances en détruisant les immeubles des quartiers populaires où domine de façon homogène le logement social : accession à la propriété, nouveaux immeubles résidentiels, implantation de logements de standing dans les zones préservées, comme cela a été tenté au parc de La Courneuve, pour attirer de nouvelles couches sociales.

Avec du temps et des moyens, il s'agit bien d'une offensive de grande ampleur de morcellement, de fragmentation, au besoin de façon autoritaire, pour faire « disparaître » les quartiers populaires, la classe ouvrière qui y habite, et ses revendications.

JMB

EUROPE À qui profite « la crise des migrants » ? Au pire...

Pour un certain nombre de campagnes électorales ou politiques en Europe, la maxime pourrait être : « L'immigration et l'agitation des peurs autour de ce thème, ça fait rentrer des voix »... Ainsi des victoires électorales récentes sont bien liées à l'instrumentalisation du sujet dans le sens d'une propagande anxiogène.

Cela vient de se vérifier en Pologne, où le parti de la droite nationale-conservatrice et souverainiste PIS (qui signifie « Droit et Justice ») vient de remporter les élections législatives du dimanche 25 octobre. Avec environ 38% des voix, le parti gouvernera avec la future Première ministre Beata Szydło.

Délire haineux

Outre certaines appréhensions envers « l'Europe », PIS a surtout misé sur la peur des migrants pendant la dernière campagne électorale. Son chef, Jaroslaw Kaczynski, n'a pas hésité à présenter les migrants et réfugiés – dont la Commission européenne tente de faire accepter un nombre limité à la Pologne dans le cadre de la « répartition » envisagée de 160 000 réfugiés sur les 28 pays de l'Union – comme des porteurs de maladie, un « risque sanitaire ».

Accusant le gouvernement sortant, appuyé par le parti libéral Plateforme civique (PO), d'avoir en secret promis à Bruxelles d'accueillir « 100 000 musulmans » – un mensonge pur et simple –, il avait prédit à la Pologne « la destruction des églises, l'introduction de la charia, l'obligation d'adopter l'islam et le terrorisme » (sic). La limite entre l'agitation politique et un délire haineux irrationnel étant déjà largement franchie, il ajoutait, à propos des prétendues menaces pour le bon peuple blond : « Le choléra sévit déjà sur les îles grecques » et « la dysenterie est à Vienne »... Jusqu'ici, la mention de la peste manque encore au répertoire de ce chef du parti qui va désormais (à nouveau) diriger la Pologne.

SWISSE : AVANCÉE DE LA DROITE POPULISTE



Autre décor, autre situation économique, mais mêmes éléments de discours, le Parti du peuple suisse (SVP, en suisse allemand) – mal nommé Union démocratique du centre (UDC) par les francophones – a été le principal vainqueur des législatives helvétiques du dimanche 18 octobre. Au plan fédéral, avec désormais 29,5% des voix, ce parti,

situé des deux côtés de la frontière entre droite et extrême droite, dépasse son meilleur score qu'il avait obtenu en 2007, à l'époque 28,9%. « Un thème a malheureusement été très dominant la campagne, les gens ont été guidés par la peur », a ainsi commenté la candidate socialiste Rebecca Ruiz, faisant allusion au débat sur les réfugiés.

Polarisation dans la rue

Les autres pays germanophones, l'Allemagne et l'Autriche, assistent en même temps à une véritable polarisation. Si le FPÖ (principal parti d'extrême droite) a totalisé au scrutin régional du 11 octobre à Vienne un score de 30,8% dans la capitale autrichienne, la victoire attendue lui a néanmoins été refusée : la social-démocratie a réussi à le dépasser avec 39,6%, et le FPÖ est resté en dessous des plus de 35% qui lui furent pronostiqués. Cela est lié au réveil actif de la partie de la société qui refuse de sombrer totalement dans le racisme. Ainsi 60 000 personnes avaient manifesté pour la solidarité avec les migrants le samedi 3 octobre à Vienne.

En Allemagne, la polarisation se fait surtout dans la rue. Derrière des slogans racistes, presque 20 000 personnes ont manifesté lundi 20 octobre à Dresde pour le premier anniversaire du lancement du mouvement Pegida (« Européens patriotiques contre l'islamisation de l'Occident »), et encore 10 000 ce lundi 27 octobre. En face, il y a eu des contre-manifestations, avec plusieurs milliers de participants la première fois, environ 1 300 la seconde.

Parti de l'ex-Allemagne de l'Est et surtout de la Saxe, ce mouvement anti-immigration a toujours du mal à prendre pied dans les grandes villes d'Allemagne de l'Ouest. Dimanche 25 octobre, la manifestation appelée à Cologne par les « Hooligans contre le salafisme » (Hogesa) et soutenue par Pegida ainsi que par le parti régional d'extrême droite Pro NRW, n'a ainsi réuni qu'un millier de personnes, bloqués par 10 000 contre-manifestants (il y a eu 24 blessés dont 12 policiers). Il y a exactement un an, le 25 octobre 2014, le mouvement « anti-islamisation » Hogesa, alors nouveau, avait réussi à créer la surprise, réunissant 4 500 personnes. La police ainsi que les 800 contre-manifestants étaient totalement dépassés. Hogesa n'a pas su stabilisé un mouvement dans la durée, alors que ses adversaires étaient cette année beaucoup mieux préparés.

Bertold du Ryon

ARGENTINE

Droite et kirchnérisme au coude-à-coude, résultats historiques pour l'extrême gauche

Le renforcement de la droite de Mauricio Macri lors des élections présidentielles de dimanche dernier en Argentine n'est que la conséquence logique de la longue marche kirchnériste vers la modération. Dans le contexte d'une élection polarisée, le Front de gauche et des travailleurs (FIT) obtient le meilleur score de l'extrême gauche dans une élection présidentielle.

Un cycle politique vient de s'achever en Argentine, celui du kirchnérisme. Après avoir joué dans un premier temps un rôle de contenance de la colère populaire qui s'était exprimée dans les rues en 2001, il s'est transformé peu à peu en gouvernement de « restauration » du régime politique. La candidature de Daniel Scioli, héritier politique du libéral Carlos Menem, est le résultat « naturel » de cette évolution. Dans un contexte de forte dégradation de la situation, la candidature du péroniste dissident Sergio Massa venait compléter une sorte de « triangulaire de l'austérité ».



Mauricio Macri danse, mais le peuple va trinquer... DR

Dans ce panorama, une part importante de l'électorat a perçu qu'il n'y avait pas de différences substantielles entre les trois principaux candidats. Face à cette configuration des principales forces politiques, une bonne partie de l'électorat s'est déplacée en direction du représentant le plus authentique de la droite. Ce faisant, l'électorat a sanctionné au passage ceux qui, de près ou de loin, traînaient comme un boulet leur rapport au kirchnérisme, à savoir Scioli, qui est le dauphin de la présidente, et Sergio Massa, qui a longtemps été un très proche collaborateur de Kirchner au point d'en être le Premier ministre.

Préparer la riposte contre les attaques à venir

Ce qui a fini par s'imposer, c'est donc une sorte de « polarisation » basse entre Scioli et Macri, tournant tous deux autour de 35% des voix, Massa se maintenant aux alentours de 20%. Ces derniers jours, la démagogie classique des candidats s'est combinée à différents messages poussant au « vote utile » soit contre l'un, soit contre l'autre. Scioli a appelé au « vote utile pour éviter que la droite ne gagne », en se présentant de façon démagogique comme « le moindre mal », voire comme la « seule alternative » pour ne pas perdre des acquis sociaux. De son côté, Mauricio Macri a appelé également au « vote utile » dès le premier tour, de façon à « forcer » l'organisation d'un second round de scrutin dans une tentative de se hisser en s'appuyant sur le rejet du pouvoir en place. Dans le cadre de cette polarisation, le résultat obtenu par le Front de gauche et des travailleurs (FIT), avec le jeune député du Parti des travailleurs socialistes (PTS) Nicolas del Caño, acquiert une autre tonalité. Tout d'abord, le FIT améliore légèrement son score des primaires d'août (en passant de 732 000 à 798 000 voix) au niveau des élections présidentielles. Il s'agit par ailleurs du meilleur résultat de l'extrême gauche dans une élection présidentielle depuis la fin de la dictature en 1983. Au niveau des élections législatives, de façon cumulée, le FIT dépasse le million de voix et élit un député supplémentaire, Nestor Pitrola du Parti ouvrier (PO). Enfin, il fait davantage que le centre gauche de Margarita Stolbizer.

Une fois de plus, l'unité des principales forces de la gauche trotskiste argentine porte donc ses fruits et réussit, même dans un contexte difficile, à apparaître davantage comme une alternative aux différentes variantes de l'austérité que la gauche réformiste. Cela devrait être un point d'appui pour continuer à accroître son influence politique parmi les travailleurs et pour préparer la riposte contre les attaques qui viendront, quel que soit le vainqueur du second tour de ces élections.

Daniela Cobet et Fernando Rosso

SYRIE Vers un nouvel ordre régional ?

Depuis le 30 septembre dernier, la Russie de Poutine s'engage ouvertement, militairement, au côté du régime d'Assad, avec un soutien aérien exceptionnel. Elle accompagne une nouvelle offensive de l'armée du régime soutenue par des forces armées de l'Iran et du Hezbollah sur le front d'Alep, Lattaquié et Homs-Hama.

En dehors du cas de l'Ukraine et de la Géorgie, c'est la première fois depuis la chute de l'ex-URSS que la Russie se déploie au-delà de ses frontières ou de ses zones d'ancienne influence. Et cela change la donne du conflit en Syrie. La coalition internationale dirigée par les États-Unis contre l'État islamique, en action depuis environ un an avec des résultats militaires médiocres, n'était qu'un prétexte pour maintenir une présence « aérienne » en Syrie. Aujourd'hui, la présence militaire russe dans au moins deux bases sur le territoire syrien fait de la Russie une puissance impérialiste déterminante. Cette intervention russe, met face à face les deux grandes puissances, USA et Russie, et trouble les jeux des puissances régionales : Arabie saoudite, Turquie, Israël et même l'Iran.

Pour éviter de s'enliser (souvenirs de la guerre d'Afghanistan...), la Russie a besoin de trouver un accord avec les USA mais aussi de composer avec les puissances régionales, dont chacune soutient des fractions armées : l'Iran soutient le régime, la Turquie et le Qatar des fractions djihadistes



Mardi 20 octobre, association de dictateurs... DR

comme Ahrar al-Sham, et l'Arabie saoudite « l'Armée de l'islam », un courant salafiste. La Russie, en coordination avec les USA, cherche frénétiquement une « solution politique » permettant la survie du régime, si nécessaire sans Bachar el-Assad à la fin d'une période de « transition ». La visite surprise du dictateur syrien mardi dernier à Moscou entre dans ce contexte, ainsi que la rencontre la semaine dernière à Vienne de Kerry et Lavrov avec les ministres des affaires étrangères de Turquie et de l'Arabie Saoudite.

Les pays occidentaux (la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne) se trouvent actuellement écartés de cette valse diplomatique-militaire. Cela explique peut-être l'annonce du gouvernement français d'une rencontre des puissances régionales à Paris la semaine prochaine...

Un processus révolutionnaire en recul

Ces tractations des puissances impérialistes et régionales en Syrie se font au dépend des intérêts des peuples et au prix de leurs souffrances, puisque

les Américains, Russes et leurs alliés, bombardent impunément la Syrie, tuant des civils, aucunement pour la libération du peuple syrien. Ce peuple est donc le grand absent, le régime est passé sous tutelle russe et iranienne.

La coalition nationale de l'opposition n'a plus droit de cité, même par les puissances tutélaires. De plus le processus révolutionnaire syrien connaît une phase de recul, voire de défaite : destruction sociale et économique, déplacement majeure de la population, pertes humaines immenses... et quasi-anéantissement du mouvement populaire par la sauvagerie du régime et ses alliés. Sur le plan militaire, marginalisation de l'Armée syrienne libre (ASL) qui n'a pas reçu de soutien, en comparaison aux forces djihadistes qui ont bénéficié du soutien financier, militaire et logistique de la Turquie, de l'Arabie saoudite et de la Qatar...

Bref, en grande partie, le destin de la Syrie semble ne pas être entre les mains du peuple syrien : les prédateurs impérialistes et régionaux ont tout fait pour faire avorter son authentique révolution populaire. Cette lutte en Syrie et pour la Syrie n'est que la clé de voûte d'un nouvel ordre régional, peut-être mondial, et nous devons tout faire pour empêcher l'ordre impérialiste de se rétablir dans la région. Un nouvel élan ne tardera pas à se manifester contre les tyrans et les envahisseurs, c'est la grande leçon de toutes les révolutions.

Ghayath Naisse

FORCES ET FAIBLESSES DE LA MONARCHIE

La monarchie absolue s'est consolidée en infligeant une défaite au mouvement national et à ses ailes radicales après l'indépendance, symbolisée par l'assassinat de Ben Barka et l'écrasement dans le sang de la révolte populaire à Casablanca en mars 1965.



De droite à gauche, de père en fils, la France soigne ses relations... DR

Elle a su combiner l'appareil d'État moderne, hérité de la colonisation, et les structures locales de domination : la *makhzen*, pouvoir central mais aussi un mode de domination visant à centraliser les ressources et contrôler les territoires par le moyen de la force et de la cooptation. Elle a pu s'ériger comme une force sans concurrence et sans opposition réelle dans le champ politique institutionnel.

Derrière la façade pseudo-démocratique

Si Hassan II a été particulièrement brutal, il a consolidé, en fin de règne, une façade démocratique dont la fonction est de canaliser et corseter la contestation sociale et politique. Le multipartisme et les élections n'ont pas un système consensuel où ne sont remis en cause ni le cadre des politiques économiques, ni la suprématie du roi et de ses ministères de souveraineté, ni la gestion du Sahara occidental. Les scrutins dégagent des majorités et oppositions hétéroclites selon les circonstances et les besoins du pouvoir, quel que soit le résultat des urnes. La lutte des places permet de renouveler les élites, d'élargir le système de cooptation, de favoriser de nouveaux acteurs moins discrédités tout en maintenant un équilibre sous surveillance.

Ainsi, les dernières élections régionales montrent l'épuisement des partis historiques issus du mouvement national et la montée de nouvelles forces de substitution dans le paysage politique. C'est le cas du PAM (Parti de l'authenticité et de la modernité) créé par un proche du Palais et le PJD (Parti justice et développement), courant islamiste intégré.

Le Parlement et le gouvernement n'ont pas d'autonomie réelle. Autour du cabinet royal, existe un « gouvernement parallèle » issu de « l'État profond » qui pilote les décisions stratégiques. Sans compter le poids des ministères de souveraineté (défense, politique étrangère, intérieur) qui échappent au gouvernement, malgré la réforme constitutionnelle de 2011. Les *walis* (équivalent des préfets),

nommés par le roi, ont plus de poids que le Premier ministre. Cette méthode d'intégration/cooptation sans partage du pouvoir a été élargie au mouvement syndical et à la société civile dont une large partie est liée au financement européen ou aux fonds royaux. S'est construit ainsi une architecture du pouvoir où la monarchie, en apparence au-dessus de la mêlée, s'est entourée de médiations multiples, de tampons et relais vis-à-vis de la société.

La délégitimation du pouvoir

À la différence d'autres dictatures, la monarchie n'a pas cherché à faire le vide autour d'elle et a su s'appuyer et favoriser des corps intermédiaires, eux-mêmes en concurrence et contrôlés, légitimant son pouvoir. Elle a pu aussi, à travers un clientélisme d'État, consolider des appuis sociaux divers et jouer sur des registres de légitimité multiples. Celle qui procède de l'univers précapitaliste mettant en avant une sacralité religieuse et symbolique du pouvoir, le roi, « commandeur des croyants » et descendant du Prophète, celle moderne, inaugurée par le pluralisme formel, une alternance électorale, une politique d'« assistance sociale » par l'intermédiaire de fondations *ad hoc*.

Mais l'ensemble des rapports de domination use des cordes classiques du système *makhzen* : la crainte, l'allégeance et la dépendance, y compris sur le terrain économique. Et le maintien d'un appareil sécuritaire pléthorique. Ce système a permis au pouvoir d'augmenter ses « ressources de domination », mais sa légitimité est restreinte. Les élections voient un boycott massif : les partis et syndicats sont discrédités. Les digues qui permettaient de maintenir une paix sociale ont largement volé en éclats. Nombre d'attributs de la monarchie sont contestés publiquement : le mélange du pouvoir et des affaires, le statut religieux, le maintien d'une politique répressive, la corruption institutionnalisée. La stratégie visant à récupérer les revendications sociales et démocratiques tout en les vidant de leur contenu ne fonctionne pas sur la durée.

L'ébranlement de l'autorité de l'État sous l'effet du M20F (le Mouvement du 20 février 2011) dans le cadre du processus régional, l'approfondissement de la crise sociale et de la façade démocratique, ont ouvert un processus souterrain de délégitimation du pouvoir et, en réponse, une fermeture des « marges démocratiques » tolérées jusque-là.

Paradoxalement, le pouvoir qui cherche à prévenir les risques d'un soulèvement populaire et démocratique plus radical, est en train d'en créer, par sa politique même, les conditions.

Chawqui Lotfi

LE ROI, CAPITALISTE ABSOLU

Le gouvernement mène actuellement une large offensive : démantèlement du système de retraite, de la Caisse de compensation des prix, privatisation des services publics, refonte du code du travail et réduction des budgets sociaux...

Le nombre des pauvres « absolus » a doublé en dix ans, atteignant officiellement 19 % de la population. La majorité des marocains vit avec moins de 3 euros par jour et survit avec un seul revenu. Des millions de personnes n'ont pas accès aux besoins les plus élémentaires d'éducation (68 % d'analphabètes), d'eau potable (57 % de la population y a accès), d'électricité, de soins (1 médecin pour 2200 habitants, 1 % du PIB), de logements salubres.

Le chômage affecte la jeunesse d'une manière massive. Les salariés de la fonction publique sont soumis au gel des salaires, l'extension des contrats précaires, la baisse des effectifs et la dégradation des conditions de travail. Dans leur grande majorité, les salariés du privé n'ont pas accès aux droits les plus élémentaires. Plus de 43 000 entreprises déclarent des salaires inférieurs au salaire minimum garanti. Les allocations familiales sont de 20 euros par mois.

Les grands médias français d'État et ceux détenus par les financiers préfèrent de chanter d'autres louanges sur « les pays amis » que celles composées par le roi. Il en est ainsi du Maroc, dont Mohamed VI, le « roi des pauvres », ou du Sahara occidental annexé par l'armée d'Hassan II il y a quarante ans. De ce dernier, la légende s'est répandue que le jeune monarque moderne, instruit par sa princesse qui fait le bien dans le royaume... tournerait le dos aux pratiques des anciens. Qu'en est-il quinze ans plus tard, alors que nous célébrons la mémoire de Mehdi Ben Barka cinquante ans par la police française le 29 octobre 1965 et disparu dans les pattes d'un avion ? Un crime d'États dont Rabat et Paris n'assument pas la paternité, cachent la vérité,

Holding royale

Le processus de privatisation, adossé au monopole du financement a permis l'émergence de monopoles privés liés aux intérêts de la famille royale.

L'ONA/SNI (la holding de la famille royale) en est la colonne vertébrale : près du quart du PIB du Maroc, et 60 % de la capitalisation boursière ! Les lois budgétaires avalisent sans discussion l'entretien des palais et résidences (1 million d'euros par jour) et le budget royal (240 millions). Le monarque est le premier patron de l'agro-industrie, le premier propriétaire, banquier et investisseur, avec cette particularité que l'État est au service d'un capitaliste privé...

Ce système fonctionne parce qu'il s'appuie sur les lignées familiales historiques au service du *makhzen*, qui ont depuis lors intégré les couches supérieures de la bureaucratie civile et militaire et de la bourgeoisie de marché. Elles bénéficient d'un régime de faveur.

Ainsi, la réduction des impôts sur les grandes entreprises et hauts revenus a entraîné depuis 2007 un manque à gagner de 3 milliards de dirhams. Les vagues d'exonération/amnistie fiscale, en particulier dans le foncier

et l'immobilier, ont généré une perte sèche de recettes de plus de 36 milliards. 431 milliards entre 2000 et 2009, et plus de 220 milliards pour la seule année 2011, ont été expatriés.

Des prébendes de divers ordres, sous formes d'agrément ou d'accès à des marchés, sont octroyées par le régime et peuvent être relevées par lui. Le droit à un statut donné dépend du degré d'allégeance et de fidélité. Une grande partie des dirigeants de groupes économiques privés/publics doit tout à la monarchie : leur statut d'entrepreneur par héritage, par cooptation ou nomination unilatérale. On doit aussi souligner le poids du secteur informel, en particulier dans les marchés de la contrebande et de la drogue qui bénéficient de la complicité des hauts sommets de l'État.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que le « roi des pauvres »... apparaisse dans le magazine *Forbes* comme l'une des plus grandes fortunes mondiales.

Chawqui Lotfi

olue
es
aroc



rédateurs se gardent
sées au Quai d'Orsay.
prime son peuple et
ante ans. Après la mort
uit, marié à une belle
années de plomb.
en Barka, arrêté il y a
de barbouzes marocains?
et refusent la justice...

DYNAMIQUES ET LIMITES DES LUTTES SOCIALES

Les luttes au Maroc s'inscrivent dans une nouvelle configuration sociale et politique...

L'intégration à la mondialisation capitaliste, la prédation comme système d'accumulation, la généralisation des politiques d'austérité ont élargi leur champs. Avec une montée des luttes dans les régions marginalisées autour de l'accès aux services de base et contre la prédation de leurs ressources. La fermeture de l'immigration a privé d'une aide importante dans certaines régions.

Soulevements sociaux

La plus vieille ZAD du monde est à Imider, village auto-organisé contre l'exploitation des minerais (par une société du roi) et le détournement des ressources en eau. Durant ces quinze dernières années, dans les villages reculés ou les petites et moyennes villes à ancrage rural ont eu lieu des soulèvements sociaux contre l'absence d'emploi, d'équipements collectifs, d'investissements publics, de détournement des richesses et des ressources locales. Une rupture avec le silence des campagnes et des montagnes sur laquelle s'est historiquement appuyé le pouvoir pour domestiquer la ville.

Ces nouvelles forces sociales, sans liens avec les forces politiques et mouvements traditionnels, entrent de plein pied dans la contestation. Les femmes, en particulier dans le Sud, ont organisé un mouvement autonome contre les politiques de spoliation des microcrédits. La lutte prend racine dans les quartiers populaires des grandes villes, contre la démolition des logements, la dégradation des services publics et le coût de la vie. À Tanger, des mobilisations ont lieu

contre Amendis, filiale de Veolia, pour protester contre la hausse des factures d'électricité avec pour seul mot d'ordre: «*Dégage!*»

Mouvement ouvrier en crise

Si la lutte des diplômés chômeurs fait partie du paysage social depuis plus de vingt ans, se constitue, malgré des difficultés, le mouvement des «*farachas*», prolétaires de l'économie informelle vivant des petits boulots et du petit commerce ambulancier. Une dynamique extérieure au mouvement ouvrier traditionnel, en crise, qui connaît notamment sur le plan syndical un émiettement et un recul historique (moins de 5% d'adhérents). La domination de mafias bureaucratiques, la stratégie du dialogue social ont mené à une longue agonie, même si persiste dans certains secteurs une tradition de lutte et des équipes oppositionnelles. Les bastions historiques ont été déstructurés mais de nouveaux secteurs émergent dans les zones franches autour de l'industrie automobile, des centres d'appel ou des services, regroupant une force de travail jeune, qualifiée et concentrée, point d'appui à une renaissance combative du syndicalisme.

Dans la jeunesse, la crise de l'UNEM handicape les possibilités de mobilisation contre la privatisation de l'enseignement. Mais la jeunesse scolarisée s'est retrouvée, hors de la fac, dans la dynamique du M20F. Malgré l'absence de tradition de lutte, les étudiantEs de médecine luttent depuis près de deux mois contre les conséquences de la privatisation de la santé et la politique gouvernementale.

Créer les conditions d'un front de lutte

Si l'urgence sociale cristallise la majorité des mobilisations, les questions démocratiques ne sont pas absentes. Aux luttes contre la détention politique, les pratiques systématiques de torture, pour la liberté d'information, de manifestation et d'organisation, on peut rajouter l'émergence d'une nouvelle génération au Sahara occidental qui mène la lutte pour le droit à l'autodétermination, la persistance d'un mouvement culturel berbère, qui percute la vision centraliste du pouvoir et sa légitimation arabo-islamique et revendiquent pour certains de ses courants une laïcité radicale. Ces mobilisations témoignent de l'instabilité sociale et politique, d'un ras-le-bol général. Elles butent néanmoins sur une répression systématique et une guerre d'usure qui visent à empêcher extension et victoires partielles. Elles restent souvent isolées et sans jonction entre les combats démocratiques et les combats sociaux.

Outre le contexte d'un rapport de forces dégradé, la gauche radicale et indépendante peine à créer les conditions d'un front de lutte, social et démocratique, en mesure de relancer un nouveau cycle de mobilisations de masse capable de porter l'exigence démocratique de la chute du despotisme et de l'arrêt des politiques d'austérité et de paupérisation ouvrant les possibilités d'un nouveau mouvement populaire qui aille jusqu'au bout. **A.M. (militant de Tahadi, Émanicipation démocratique/Maroc)**

FRANCE-MAROC, LA LUNE DE MIEL CONTINUE

La politique étrangère du gouvernement Hollande poursuit celle de l'ancien locataire de l'Élysée. Politique néocoloniale de la canonniers, refus de reconnaître les crimes de l'État colonial, les exactions gouvernementales d'amis douteux et de faire la lumière sur les assassinats de dizaines d'opposants étrangers sur le sol de la France... On n'efface rien et on garde le cap.

Au Maroc, la *makhzen* étend toujours ses filets de surveillance et de répression sur les militants du Mouvement du 20 février, de La Voie démocratique, les syndicalistes et les défenseurs des droits de l'homme de l'AMDH. Les jeunes rappeurs qui revendiquent une vie décente, dénoncent la corruption, se retrouvent en prison où la torture perdure tout comme dans les commissariats.

Le droit d'expression est une formule qui tend à disparaître. La presse indépendante, née à la mort du dictateur, est peu à peu bâillonnée par des amendes, peines de prison et l'étranglement économique. Depuis l'été 2014, l'AMDH est officiellement interdite de salles publiques pour ses formations, et de locaux scolaires où elle organisait des animations pour enfants et adolescents durant les vacances. Si elle loue une salle privée, le propriétaire est contacté et dissuadé de donner suite. Les militants de La Voie démocratique qui tractaient sur la voie publique pour appeler à l'abstention aux dernières élections, se sont vu confisquer leur matériel, parfois molestés ou arrêtés. Double peine au Sahara occidental colonisé! Depuis avril 2014, c'est territoire interdit à tout ce qui ne ressort pas du «*vrai*» tourisme: plus de 70 étrangers de 11 nationalités ont été empêchés d'entrer, dont 8 enlevés et remis dans les mains de sbires inconnus pour être ramenés à Agadir. Ils et elles étaient venus en tant que militants, élues, journalistes, photographes, réalisateurs. Cet été, une délégation syndicale internationale a été empêchée de venir y rencontrer des travailleurs sahraouis. Des procès inéquitables s'y déroulent, désormais sans observateur, comme en septembre 2015 pour le jeune militant Salah Lebsir, 23 ans, condamné à quatre ans de prison pour ses activités en faveur de l'indépendance de son pays. Il les purge dans la sinistre «*prison noire*» d'El Ayoun¹.

Coopération et déni de justice

Des militants invités à l'étranger sont interdits de voyager sous divers prétextes. Les prisonniers politiques sont harcelés à chaque cession du Conseil des droits de l'homme à Genève. Le Maroc vient de s'y faire épingle par le Conseil des droits économiques sociaux et culturels en septembre dernier. C'est ce qui a valu une descente de gardiens dans les cellules des 22 militants condamnés par le Tribunal militaire en février 2013 à des peines de prison de vingt et trente ans et même à perpétuité pour certains. Quant à leur pourvoi en cassation, il est aux oubliettes de ce que l'on appelle la Justice.

La dernière compromission de la France avec le Maroc est l'amendement à l'accord bilatéral de coopération judiciaire. Désormais un juge français doit informer le Maroc de l'ouverture de toute procédure relative à un crime commis au Maroc qui pourrait mettre en cause la responsabilité d'un Marocain. Ainsi, un juge français saisi par une victime de torture (quelle que soit sa nationalité) devrait céder le dossier au juge marocain. Un véritable déni de justice pour les victimes qui n'obtiennent ni justice ni réparation au Maroc et sont condamnés pour allégation mensongère, comme ce fut le cas pour la jeune militante Wafae Charaf.

Plus que jamais, l'avenir de ces deux peuples est lié à l'avènement d'un Maroc démocratique et au respect de la Charte des Nations unies quant au droit inaliénable et imprescriptible des peuples à s'autodéterminer.

Michèle Decaster (militante de l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique - AFASPA)

¹ - Rapport sur «*la prison noire*», écrit par Ahmed Naciri pendant son incarcération et adressé à l'AFASPA: http://www.afaspa.com/article.php3?id_article=48



Les médecins et étudiants en médecine actuellement en grève. DR

FIDÈLE RELAIS DE L'IMPÉRIALISME

Le Maroc est un enjeu majeur pour l'impérialisme et l'Union européenne: le régime marocain a été partie prenante de la guerre contre le terrorisme et bien des détenus, avant d'arriver à Guantanamo, ont été «*interrogés*» sur le sol marocain.

Le pays mène une lutte «*exemplaire*» contre la migration dite clandestine, érigeant un mur de barbelés à Melilla, et a été partie prenante des expéditions coloniales du Golfe au Yémen. C'est une pointe avancée dans la normalisation implicite avec l'État d'Israël, allant jusqu'à voter récemment avec lui contre la déclaration de la Commission de décolonisation de l'ONU sur l'octroi d'indépendance aux pays et peuples coloniaux.

Terre d'accueil pour les multinationales

La signature des accords de libre échange avec l'Union européenne et les États-Unis s'est traduite par l'extension de projets visant à assurer la promotion des investissements privés: aide aux promoteurs immobiliers, création de parcs industriels et soutien à ce que les officiels appellent les «*métiers mondiaux*». Ces derniers sont en réalité de la sous-traitance dans les filières automobiles, électroniques, aéronautiques, dans le tourisme, l'agro-industrie et les

technologies d'information et de communication.

Les aides publiques et les fonds européens visent à massifier les investissements pour créer des pôles de compétitivité et optimiser les zones franches. Ainsi, Renault s'est presque fait financer la moitié de son usine par le Maroc: gratuité du terrain et bénéfice grâce à la zone franche d'un taux d'impôt sur les sociétés nul pendant cinq ans et réduit à 8,75% pendant vingt ans... L'usine devrait employer 6000 salariés... avec un salaire minimal inférieur à 200 euros pour quarante-cinq heures par semaine. Et les employés suivent une formation spécifique gérée par Renault dans une infrastructure payée par l'État.

Les entreprises du CAC40 sont installées de longue date, mais doivent faire face au retard sur l'Espagne qui a pris la moitié des parts de marché. Sans compter l'arrivée croissante des capitaux du Golfe. La diplomatie du gouvernement français vise à remporter la deuxième tranche de la centrale solaire d'Ouarzazate, et la gestion du plus grand parc éolien à Tarfaya et des contrats dans le

domaine ferroviaire, du tramway, du métro, de l'agro-alimentaire et de l'épuration des eaux! Sans compter «*les chantiers en cours*»: développement possible des centrales nucléaires et prospection/exploitation éventuelle du gaz de schiste...

Consolidation de la Françafrique

Cette dernière décennie, des banques marocaines, filiales des maisons mères françaises, ont consolidé leurs affaires en Afrique. Sans oublier le soutien du régime marocain aux dictatures amies de la France.

C'est un régime qui a su à son tour nouer des fidélités, des relations historiques, entre les élites françaises et les cercles du pouvoir marocain construites sur des réseaux anciens auxquels s'agrègent en permanence de «*nouveaux venus*». Ces cercles de connivence se retrouvent auprès des élites médiatiques, des grands patrons de presse, du show business, des élus et du patronat. Des avantages en nature ou financiers personnalisés sont distribués à

ceux qui apportent des affaires ou soutiennent le pouvoir.

La «*diplomatie Mamounia*» (en référence à une résidence luxueuse à Marrakech) est faite de corruption active et passive. De la «*gauche*» au FN! Jean-Claude Martinez, proche des Le Pen vient de sortir un livre *Mohamed VI: le roi stabilisateur*... Il n'y a donc pas lieu de s'étonner du soutien à l'ONU des positions marocaines, dont le refus d'étendre les missions de la Minurso à l'observation de la situation des droits de l'homme au Sahara occidental... Ni des louanges sur la pseudo-transition démocratique et stabilité politique qui sert le régime, voulant en faire un argument d'attractivité économique et un point d'appui à sa politique répressive. Significatif de ce point de vue, le rétablissement des accords judiciaires qui permettent l'impunité de tortionnaires et l'impossibilité de les poursuivre en France, et tout aussi significatif, le soutien apporté au roi dans l'organisation de la COP22 à Marrakech l'an prochain.

M. Jaite (militant de La Voie démocratique-Paris)

AVOCATS

Bal des Tartuffes autour de l'aide juridictionnelle



Vendredi 16 octobre sur les marches du palais de justice de Paris. DR

L'aide juridictionnelle est censée permettre aux plus démunis d'accéder à la justice. Pour avoir droit à cette aide, le niveau de revenus doit être très faible. Quant aux avocats, ils sont rémunérés par l'État à des niveaux le plus souvent dérisoires.

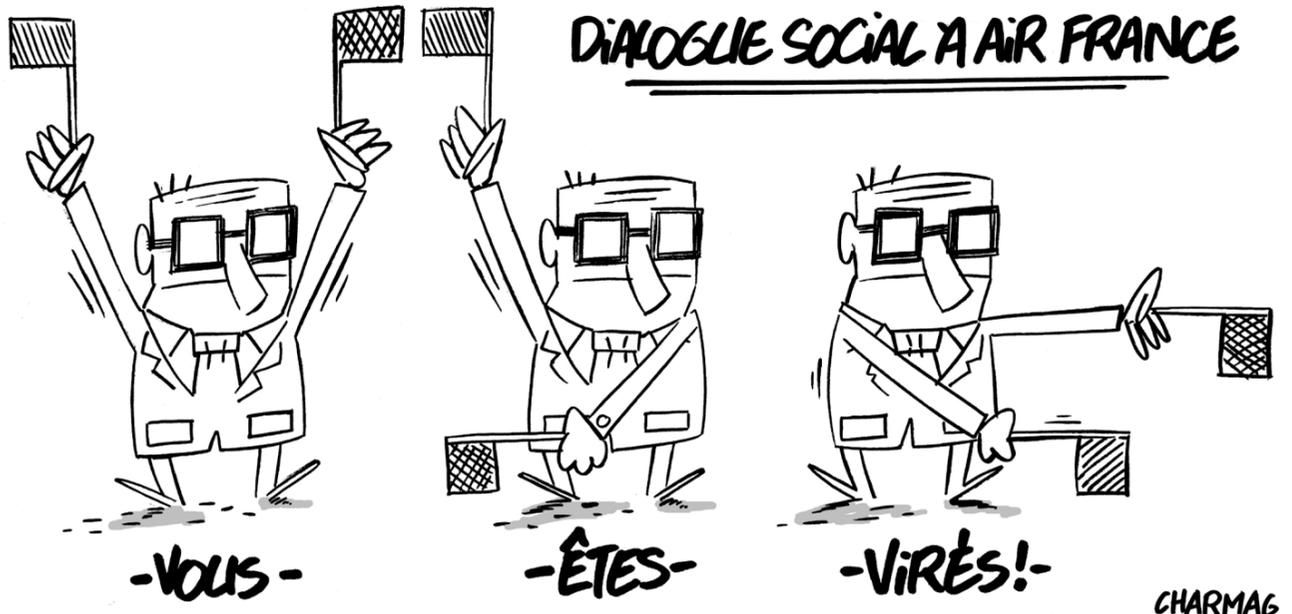
Ce système donne l'impression que les plus pauvres peuvent faire valoir leurs droits devant les tribunaux. C'est pourtant loin d'être le cas et, au-delà des déclarations lénifiantes, personne, et surtout pas le gouvernement, ne se soucie d'améliorer le système. Actuellement, le projet de Taubira de prélever une partie du produit des CARPA (caisses de règlement pécuniaires entre avocats) pour financer l'aide juridictionnelle suscite un mouvement de protestation des avocats. En soi, le projet n'a pourtant rien de scandaleux. Les CARPA génèrent des intérêts énormes, qui proviennent de l'argent des clients. Ces sommes ne profitent nullement aux avocats, si ce n'est à la petite oligarchie gourmande et discréditée qui gouverne la profession à travers les ordres professionnels.

Soutien au mouvement

Les CARPA permettent ainsi à quelques notables d'empocher, dans l'opacité la plus totale, d'indécents «indemnités» (plus de 200 000 euros par an pour le bâtonnier de Paris), et il est urgent de faire cesser ce scandale. Mais le projet de Taubira est aussi de réduire certaines des rémunérations, pourtant déjà très faibles, touchées par les avocats au titre de l'aide juridictionnelle.

Les avocats ont bien sûr raison de s'opposer à cet aspect du projet et leur mouvement doit être soutenu. Il y aurait cependant beaucoup à dire sur les formes qu'il prend. Il est en effet tout à fait abusif de parler de «grève». Le mouvement ne concerne en effet que les dossiers d'aide juridictionnelle, tandis que les avocats continuent à travailler pour les clients qui leur versent des honoraires. Curieuse façon de défendre l'accès pour tous à la justice!

Bruno Toussaint (avocat au barreau de Paris)



AIR FRANCE Ce n'est qu'un début

Gouvernement et médias aimeraient que la situation à Air France retombe dans les ornières habituelles du «dialogue social», c'est-à-dire la soumission des syndicats aux exigences patronales. Mais ce n'est pas si facile de faire rentrer les salariéEs et l'intersyndicale dans ce chemin.

Ils ne lâchent rien...

Concernant les «discussions» qui seraient réouvertes à Air France, la situation est contradictoire. La direction affirme qu'elles ont repris pour montrer que le «dialogue social» continue. C'est une posture et une imposture, car, parallèlement, les PDG Gagey et De Juniac, ainsi que Broseta «la Chemise», viennent de réaffirmer que les 1000 suppressions d'emploi étaient d'ores et déjà incompressibles.

La direction a plusieurs idées pour rogner sur les conditions de travail et les salaires, d'abord des navigants et demain, sûrement du sol. La première, largement médiatisée, concerne les «trois contrats de travail» évoqués par Broseta dans *le Parisien*. La direction proposerait un contrat permettant de gagner autant qu'aujourd'hui en volant plus,

un autre permettant de gagner plus en volant (encore) plus mais avec une réduction du prix de l'heure de vol... et un autre pour voler autant qu'aujourd'hui... en gagnant moins! Une triple arnaque en quelque sorte.

La direction a plein d'autres idées : flexibilité des plannings, blocage des salaires avec une prime «carotte» de performance, réduction au minimum des briefings avant vol grâce aux iPad... Et, évidemment, les sanctions et les poursuites continuent contre les manifestants du 5 octobre! La direction a voulu se donner du jeu en prenant désormais pour échéance, non plus le 30 septembre, mais le 31 décembre espérant faire revenir dans le jeu habituel les directions syndicales. Malheureusement pour eux, entre-temps, le 29 octobre, la direction va devoir annoncer plusieurs centaines de millions d'euros de résultat d'exploitation positif pour le troisième trimestre (après avoir annoncé, il y a quelques jours, non pas une baisse d'activité mais une croissance du programme des vols de cet hiver). Et Broseta rend

son tablier (après sa chemise...) à la fin du mois, remplacé par le directeur de cabinet de Valls. Leur timing est mal calibré!

Le 23 octobre, tous les syndicats, même la CGC et la CFDT, ont voté un droit alerte en CCE contre le plan Perform. Cela témoigne de la pression qu'exerce la mobilisation des salariéEs.

Nous non plus!

Le premier entretien préalable à sanction a eu lieu lundi matin, avec un rassemblement de 150 salariés de Roissy. Ces entretiens vont se poursuivre jusqu'à début novembre et des débrayages sont prévus tous les jours pour soutenir les salariéEs (à l'appel au moins de la CGT, Sud et FO). Et le 2 décembre, 11 mis en examen comparaitront devant le tribunal correctionnel de Bobigny.

Il est nécessaire de construire un large front politique, syndical et social, autour des inculpés, seulement coupables d'avoir défendu leur emploi et fustigés comme des criminels par les délinquants sociaux du patronat et du gouvernement.

Correspondants

TRAVAIL DU DIMANCHE

Facteurs ou nouveaux lutins du père Noël?

Le dimanche 18 octobre, par voie de presse, La Poste a fait part de sa volonté de mettre en place, à titre expérimental, la livraison de colis dans sept grandes villes pour le dimanche 20 décembre prochain, compte tenu selon elle de l'afflux de cadeaux la veille de Noël...

Il est pour le moins paradoxal de vouloir, d'un côté, élargir l'ouverture dominicale des commerces pour lutter contre la prétendue concurrence d'internet (et ce alors que les grandes enseignes ont toutes leur magasin virtuel) et, de l'autre, favoriser les distributeurs en ligne tels Amazon. En fait, nul paradoxe quand on sait qu'Emmanuel Macron est également ministre de tutelle de La Poste et que son véritable projet, bien qu'il s'en défende, est de généraliser le travail dominical et nocturne à toutes les couches de la société.

«Cela se fera»?

La CGT parle elle d'une fumerie et, pour SUD, il n'est pas question de lâcher sur ce sujet qui vise à préparer les esprits à la généralisation du dimanche travaillé. En effet, les intentions du PDG de La Poste sont on ne peut plus claires : «Ce n'est pas pour tout de suite mais cela se fera. On n'en fait pas une idéologie.»

Si La Poste veut véritablement rendre service aux usagerEs, elle ferait mieux d'une part d'embaucher des facteurs en nombre suffisant pour traiter le courrier en



Les nouveaux soutiers du dimanche. DR

temps et en heure les six autres jours de la semaine, et d'autre part de maintenir des bureaux pour favoriser un

service public de proximité... Et ce n'est pas notre postier favori qui le démentira!

LD

DROIT D'ASILE - - - - -
Une loi déjà foulée aux pieds

Au-delà du matraquage médiatique sur la vague migratoire submergeant l'Europe, la France, la politique réelle des gouvernements en matière d'asile se révèle être franchement sélective et répressive.

L'année 2014 a enregistré une baisse des demandes d'asile en France de 2,2% par rapport à 2013, contrastant avec la hausse enregistrée en Allemagne, Italie ou Suède. Les principales nationalités des 45 454 primo-demandeurs d'asile étaient la République démocratique du Congo, la Chine, le Bangladesh et la Russie. Les Russes ont formé en 2014 le contingent le plus important de personnes admises au statut de réfugié, avant les Sri-Lankais et les Syriens.

Pour 2015, on peut s'attendre à une hausse des demandes en provenance de Syrie, Ukraine, Soudan ou RCA. L'année 2016 sera impactée par l'entrée en vigueur de la loi relative à la réforme du droit d'asile promulguée le 29 juillet 2015, dont les décrets d'applications n'ont pas encore été tous publiés.

Une nouvelle loi chargée d'ambiguïtés

Censée mettre la législation française en conformité avec les dispositions

SEINE-SAINT-DENIS Une mortalité infantile nettement plus élevée!

Avec 4,8 décès pour 10 000 naissances, le 93 détient le triste record de la mortalité infantile (décès avant l'âge d'un an). Elle est 40 à 50% plus élevée que dans le reste du pays, la moyenne nationale étant de 3,2 décès pour 10 000 naissances.

L'ARS Île-de-France vient de recevoir les conclusions des études commandées à l'Inserm et à l'observatoire du Samu social de Paris pour « comprendre et remédier à cette surmortalité ». Ainsi, il a étudié les causes des décès et les caractéristiques socio-démographiques des mères. « La mortalité néonatale et infantile est caractérisée par une proportion importante de naissances très prématurées (...). La moitié des mères étaient en surpoids ou obèses, des facteurs de risque qui méritent une attention particulière aussi bien pour la santé de la mère que celle de l'enfant. Or le parcours de soins de ces femmes est bien souvent inadapté, en particulier pour celles souffrant de diabète ou d'hypertension ».

L'étude relève que « 7% de femmes n'avaient pas de Sécurité sociale en début de grossesse et un peu plus étaient bénéficiaires de l'AME. Sont également rapportées dans 23% des dossiers des ruptures familiales, de l'errance ou des violences ».

Les déterminants de santé trouvent en grande partie leur source dans des facteurs sociaux environnementaux, en particulier la pauvreté, le 93 avec les caractéristiques suivantes restera toujours le dernier de la classe si la société ne change pas : 25% de chômeurs, 14,5% des habitants sous le seuil de pauvreté (Observatoire des inégalités) et 24% des personnes ayant un revenu inférieur à 1 400 euros par mois renoncent à une consultation médicale (Collectif interassociatif sur la santé).

Le rapport du Samu social insiste lui sur « les dysfonctionnements du système de soins ». Les auteurs de l'enquête pointent également les conditions de travail « des soignants usés et démunis », « peu propices à la prise en compte des difficultés sociales des patientes »...

Premières victimes, les populations les plus vulnérables

Nous ne pouvons effectivement qu'accuser un système de santé de plus en plus inégalitaire, de moins en moins performant pour les patients et de plus en plus délétère pour le personnel.

Le 93 est le plus grand désert médical : on y compte 66,5 médecins généralistes pour 75 000 habitants (92,5 en Île-de-France). À Aubervilliers (80 000 habitants), 2^e ville francilienne la plus pauvre après La Courneuve, on dénombre 13 spécialistes de premier recours (gynécologues, ophtalmologues, pédiatres...)... De l'autre côté du périphérique, 49! Les hôpitaux de Saint-Denis et de Bobigny souffrent cruellement du manque de personnels et de lits. Résultat : des files d'attente interminables aux urgences et la

souffrance au travail des équipes soignantes. Et dans le pays, les maternités de proximité ferment régulièrement, de 815 en 1996 à 544 en 2015. L'accès aux soins pour les personnes n'ayant aucune couverture maladie est de plus en plus difficile : Médecins du monde a ouvert un centre d'accueil et de soins à la Plaine Saint-Denis, mais la structure, saturée, ne peut répondre à la demande...

Dans le Monde du 20 octobre, la responsable du département périnatalité à l'ARS Île-de-France déclare : « Ce n'est pas la précarité en elle-même qui est la cause de la surmortalité, mais la façon dont elle n'est pas prise en charge de façon optimale »... Non, sans aucun doute la précarité est une cause de la surmortalité, et le système de santé aggrave cette mortalité,



Une population surtout privée... de soins! DR

avec d'un côté une médecine libérale à l'acte à bout de souffle et de l'autre un hôpital-usine où « l'hôstérité » sévit.

C. Bensimon

MEDIATOR Première condamnation, un combat à poursuivre

Pour la première fois, le 22 octobre, une décision de justice a mis en cause la responsabilité des laboratoires Servier dans l'affaire du Mediator.



DR

Selon une expertise judiciaire, ce médicament « coupe-faim » pourrait être à l'origine de la mort de 2 100 personnes, et de conséquences dramatiques pour la vie de milliers d'autres. Le tribunal de grande instance de Nanterre a condamné Servier à indemniser 2 patients estimant qu'il était civilement responsable de la « défécuosité » du Mediator. C'est à la fois beaucoup et bien peu. Pour la première fois, Servier est condamné,

même s'il peut faire appel de la décision, et c'est un pas décisif. Mais cinq ans après le dépôt des premières plaintes, cette décision ne concerne que 2 cas sur les centaines de procédures engagées, et les indemnisations sont particulièrement faibles : dans un cas 27 350 euros (alors qu'il en réclamait 900 000) et l'autre 10 000!

«Une étape»

Pas vraiment de quoi dissuader Servier qui tente par tous les moyens de

« jouer la montre » et d'éviter les condamnations en indemnisant les victimes « à l'amiable »...

De plus, il s'agit de condamnations sur le plan civil (indemnisations), alors que les procédures pénales, contre un laboratoire qui ne pouvait ignorer les dangers du Mediator sont pour l'instant enlisées.

Le combat des victimes des agissements du « labovoyou » est donc loin d'être terminé. Le docteur Irène Frachon, qui a eu le courage de se dresser contre Servier, constate que « le temps de la justice a un côté surréaliste ». Pour elle, « cette décision n'est qu'une étape sur un long chemin pavé d'embûches. Elle ne concerne que deux victimes, alors qu'il y en a des milliers. Une fois de plus, je vais continuer le combat, au corps à corps ».

Une détermination qui doit être aussi la nôtre.

J.C. Delavigne

BDS HÉRAULT Ils ne nous feront pas taire!

Le succès rencontré par la campagne internationale Boycott-Désinvestissement-Sanctions en soutien du peuple palestinien suscite des réactions de plus en plus violentes de la part des officines sionistes. Ainsi à Montpellier, la Licra accompagnée du Crif a exigé et obtenu de la mairie l'interdiction de la tenue du stand du comité sur la place de la Comédie pour trouble à l'ordre public!

Dorénavant il faudra demander deux mois à l'avance l'autorisation, le stand étant assimilé à une activité commerciale... La volonté est claire : empêcher la critique de la politique d'Israël! Depuis plus de six ans et presque tous les samedis, le comité y tient un stand : aucun incident n'a été jusqu'ici déploré.

Samedi 17 octobre nous étions 200 rassemblés pour réclamer la liberté d'expression pour BDS 34, réinstaller le stand et soutenir la résistance palestinienne, avec de nombreuses associations et organisations dont le NPA 34. À peine le chapiteau installé, les polices municipale et nationale nous signifiaient qu'il était illégal et qu'il fallait le démonter. Devant notre refus, 8 policiers ont tenté de le plier, caressant au passage des militantEs avec leurs matraques télescopiques. C'était sans compter sur la résistance des militantEs qui obligèrent les policiers à y renoncer, sous le regard furieux du président de la Licra. Mais il va falloir continuer à se mobiliser pour que le comité BDS France 34 puisse de nouveau tenir son stand.



Un procès injuste

C'est le sens de la réunion publique organisée par le comité BDS le lundi 9 novembre. Cette réunion se tient quelques jours avant le procès (12 novembre) fait à Saadia et Husein, porte-paroles du comité BDS, pour « apologie du génocide et négationnisme »... Un procès intenté par la LDH suivi par le MRAP dans lequel se sont engouffrées la Licra, le BNVCA et Avocats sans frontières, procès que ces trois dernières parties civiles veulent transformer en procès de BDS.

Ce procès est injuste, car ces camarades ont pendant tout l'été 2014 organisé des manifestations de soutien à Gaza parmi les plus importantes de France sans le moindre propos ambigu. Ils ont simplement fait preuve de manque de vigilance, partageant une photo montage reçu sans voir qu'il était accompagné « d'un texte antisémite et négationniste particulièrement abject », comme qu'ils l'ont eux-mêmes déclaré. Et dès qu'ils en ont été avertis, ils ont immédiatement retiré ce post de leur compte Facebook. Le NPA 34 se tient au côté du comité BDS France 34 et appelle à signer la pétition de soutien à Saadia et Husein! Martine G.

1 - Sur le blog du NPA 34 : www.npa34.org

européennes et réduire le temps de procédure, elle va modifier cette dernière et le dispositif d'accueil. Ses promoteurs l'ont agrémentée d'amendements qui emportent l'adhésion : le respect de la directive européenne exigeant la prise en compte des persécutions liées au genre et à l'orientation sexuelle, la présence d'un avocat ou d'une association agréée lors de l'entretien, des attestations de demande d'asile valables plusieurs mois, un séjour de deux ans en cas de bénéfice de la protection subsidiaire, etc.

Mais d'autres points sont plus problématiques. L'objectif du raccourcissement de la procédure masque l'impossibilité pour les demandeurs d'asile de pouvoir bénéficier de la procédure normale : celui ou celle qui aurait dépassé le délai des 120 jours après son entrée en France pour déposer sa demande, qui se serait absenté de son centre, qui n'aurait pas déposé la

demande d'aide juridictionnelle, en cas de recours contre un rejet, dans le nouveau délai de 15 jours, qui, faute d'adresse, ne recevrait pas son courrier et verrait sa demande considérée irrecevable par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), ne recevrait pas sa décision et ne rentrerait plus dans les délais pour demander la fameuse aide... tout comme celui ou celle qui représenterait une menace grave pour l'ordre public, dont on voit mal comment et avec quelles informations l'OFPRA pourrait apprécier ladite menace.

Un droit d'asile très restrictif

Il y a fort à craindre, au vu des critères d'irrecevabilité, qu'il ne s'agisse de bâcler des examens en toute légalité. Or les demandeurs ont besoin qu'on prenne le temps d'entendre ce qu'ils ont à dire. On ne peut exclure que l'État veuille réaliser

des économies et limiter des dépenses en hébergement et allocation d'attente. À tous les étages de la procédure, la « prime à la vulnérabilité » est brandie, au nom de laquelle le demandeur qui n'aurait pas été réputé vulnérable, est considéré comme un demandeur de seconde zone. Mais qui détecte la vulnérabilité, qui l'apprécie, la décrète et sur quels critères? Toujours est-il que cette notion ne devrait pas intervenir dans la reconnaissance du statut de réfugié qui est accordé à une personne qui craint des persécutions en cas de retour dans son pays, à l'avenir, qu'il ait ou non subi des persécutions dans le passé.

La Cour nationale du droit d'asile (CNDA) statue dans les cinq semaines en cas de rejet d'une personne placée en procédure accélérée! Donc la CNDA ne prend plus de congés annuels? On suppose donc que les avocats commis par le Bureau

d'aide juridictionnelle n'en prennent pas non plus et seront d'astreinte au mois d'août...

La présence d'un tiers (avocat ou association) lors de l'entretien à l'OFPRA concernera une minorité de demandeurs (connaître une association, avoir un avocat). Et le tiers, muet pendant l'entretien, sera autorisé à verser ses « observations » à la fin. L'avocat qui aurait accompagné son « client » à l'OFPRA et se serait tu, risque bien de se le faire reprocher s'il plaiderait pour ce même client devant la CNDA... Alors y aller ou pas, telle est la question pour les avocats et les associations.

Cette nouvelle loi, respectueuse du règlement de Dublin qui veut que l'État responsable de la demande d'asile soit celui qui a relevé les empreintes de la personne, a été concoctée avant l'arrivée massive d'exiléEs en Europe de 2015, qui a vu les



Un droit de plus en plus restreint. DR

autorités françaises, au moins, piétiner ledit règlement. Cette loi est donc déjà foulée aux pieds par la présence de Pascal Brice, directeur de l'OFPRA, qui sélectionne à Munich les demandeurs d'asile autorisés à demander l'asile en France.

Alors, déjà inapplicable, cette loi? Correspondante



Les comités en action !

Bordeaux Meeting réussi dans la jeunesse. Mercredi 21 octobre, près de 130 personnes ont assisté au meeting organisé par les jeunes du NPA Bordeaux «Contre l'Europe forteresse et l'hypocrisie des gouvernements, solidarité entre les peuples». Un meeting anti-impérialiste, internationaliste et qui s'ancrait dans une réalité locale. Depuis de nombreux mois, près de 200 réfugiés sahraouis vivent dans un camp de fortune sous un pont, et nous avons tissé des liens de confiance et de solidarité avec eux.



Le meeting a débuté avec plusieurs camarades sahraouis qui sont revenus sur la situation politique au Sahara occidental et sur la nécessaire solidarité entre les peuples. Puis Philippe Poutou et Chloé du comité jeunes ont montré les responsabilités de nos propres gouvernements et de l'impérialisme qui conduit à la misère et à la guerre dans bien des pays. De nombreuses personnes sont intervenues dans le débat pour demander comment lutter ici. Une réussite car les présentes étaient très majoritairement des jeunes, pour une bonne partie que nous ne connaissions pas. Des dizaines sont restés pour discuter à la fin du meeting et laisser leurs contacts. Ce sont plusieurs mois où l'apparition politique du NPA dans la jeunesse a été une priorité qui sont récompensés. L'enjeu est donc de consolider, ici comme ailleurs, ce courant de sympathie.

Lannemezan (65) Soutien à Georges Ibrahim Abdallah. Samedi 24 octobre, nous étions un peu plus de 400 à manifester notre soutien à Georges Ibrahim Abdallah, militant communiste révolutionnaire libanais, incarcéré en France depuis 31 ans. Jugé dans un procès arrangé, condamné injustement, incarcéré quasi-illégalement (libérable depuis 16 ans), victime d'un harcèlement d'État, Valls étant le dernier en date à empêcher sa sortie de prison, Georges est un vieux prisonnier politique. Pour chaque triste anniversaire, le 24 octobre, une manifestation a lieu devant sa prison. Un moment émouvant car nous savons que Georges entend celles et ceux qui crient leur solidarité. Les prises de paroles sont nombreuses, toutes expriment la solidarité envers Georges et ses combats comme envers les prisonniers politiques basques dont certains sont aussi incarcérés. S'exprime tout autant la solidarité internationaliste envers les luttes des peuples opprimés (kurdes, palestiniens, sahraouis...), la révolte contre l'impérialisme, les guerres et pillages néocoloniaux. Un hommage a été aussi rendu à Rémi Fraisse. Malgré la situation dramatique pour Abdallah et le peu d'espoir dans une issue positive rapide, c'est la fierté d'être là qui dominait. Beaucoup de discussions entre militants d'organisations pas forcément habituées à se côtoyer : anticapitalistes, basques, béarnais, pakistanais, kurdes...

Le Mans (72) 200 personnes réunies pour dire «Nos vies valent plus que leur chemise». Elles ont répondu présent vendredi 23 octobre dans un quartier populaire pour assister au meeting en présence d'Olivier Besancenot. À la tribune, deux camarades étudiantes et lycéennes ont dénoncé le sort réservé à une étudiante sous la menace d'une expulsion. Laura et Oriane ont montré qu'il n'y avait rien à attendre de ce gouvernement en matière d'immigration, qui fait la guerre «là-bas» et expulse «ici». Les applaudissements furent nombreux.



Leurs comptes... et les nôtres

Épisode 2 : bygmalionage. *Bygmalionage (n.m) : du nom de Bygmalion, société d'événementiel actuellement en liquidation, dirigée de 2009 à 2013 par un proche de Jean-François Copé, aujourd'hui par un autre proche du même Copé, et qui a organisé les meetings de la campagne Sarkozy en 2012 et des conventions pour feu l'UMP.*

Le bygmalionage est une arnaque. Mais contrairement à la Riwaldise et à la Jeannerie (voir *L'Anticapitaliste* n°307), l'ampleur et les implications de l'opération sont toute autre, encore que leurs essences respectives de classe soient identiques. Car dans bygmalionage, il y a «big», qui en bon français ne signifie non pas «gros», idée reçue et saugrenue, mais président de la République, en l'occurrence Nicolas Sarkozy, en l'espèce le Byg-mac.... Prenez donc ledit président. Son problème n'est pas la richesse mais que les règles du financement électoral l'empêchent d'en jouir. Sarko l'Américain... Concrètement, il existe un plafond aux dépenses de campagne pour le scrutin présidentiel : 22,5 millions d'euros à l'issue des deux tours. Ce plafond (bas), le petit Bonaparte n'en veut pas. Il aime les palais, avec de la hauteur... sous plafond. Alors, comment faire ? Réponse : faites passer pour des dépenses de votre parti des dépenses en réalité liées à votre campagne. Autrement dit, faites payer à l'UMP les dépenses de la campagne Sar-

cozy. Le total de ce bygmalionage s'élèverait à 20 millions d'euros environ. Cela veut dire que le montant total des dépenses de campagne de Sarkozy en 2012 s'élève au moins à 40 millions d'euros, soit environ le double du plafond autorisé ! S'élève «au moins», disons-nous, car, selon les dernières révélations, 10 millions supplémentaires auraient été dépensés par l'UMP pour d'autres aspects de la campagne, sans être inclus dans les comptes officiels. On approche donc, au total, les 50 millions pour l'ensemble de la campagne...

L'art de dépenser sans compter...

Avant même la découverte de ce système, la CNCCFP avait déjà obtenu du Conseil constitutionnel l'annulation des comptes de campagne de Sarkozy en juillet 2013. En effet, ce dernier avait déclaré 21,3 millions d'euros de dépenses, juste en dessous du plafond. Mais la CNCCFP avait retenu le montant total de 23 millions d'euros, car certaines dépenses liées à des transports et meetings, déclarées comme relevant de la fonction présidentielle exercée alors par Sarkozy, étaient en fait liées à sa campagne. De la confusion des genres...

C'est donc bien une fusée à 3 étages que celle de la campagne Sarkozy en 2012. Un premier (petit) dépassement de 500 000 euros, rapidement mais sévèrement sanctionné par la CNCCFP par le non-remboursement du candidat de l'ensemble de ses dépenses déclarées (on se rappelle

qu'un Sarkothon avait alors été organisé par l'UMP pour éponger ce trou dans sa trésorerie). Puis un deuxième dépassement, le plus important, constituant le bygmalionage caractérisé, pour un montant de 20 millions d'euros environ. Et enfin un troisième dépassement de 10 millions d'euros, directement pris en charge par l'UMP, sans paravent semble-t-il. Cela sans compter, en dehors de la campagne présidentielle, la surfacturation par Bygmalion de diverses prestations et

rémunérations pour l'ensemble de la galaxie UMP.

N'en jetez plus ! Vous comptez vos sous ? Le NPA aussi. Pas eux. Et si en comptant bien, quelques-uns de vos sous peuvent venir soutenir le NPA, ils iront là où il faut : dans la lutte contre ce système pourri.

Sylvain Madison

Pour nous aider : www.npa2009.org/souscription

Internet

NPA2009.ORG, action et réflexion au quotidien

Cela va maintenant faire deux ans que le site du NPA a été rénové. Il est entré dans une nouvelle phase, devenant plus réactif au quotidien, articulé à notre hebdomadaire et à la revue mensuelle.

Les résultats en terme de visites sont encourageants : nous avons retrouvé les 800 000 visites annuelles, chiffres de l'année de fondation du NPA, soit un peu moins de 70 000 par mois. L'année 2015 devrait même atteindre les 900 000 visites. Ce sont environ 40 000 visiteurs qui regardent régulièrement notre site chaque mois. A titre de comparaison, le monde.fr reçoit environ 18 millions de visites par mois, lutte-ouvriere.org 10 à 20 000, lepartidegauche.fr 25 000, et frontnational.com... malheureusement 250 000...

Nous avons connu quelques succès comme des articles sur le crash de l'Airbus de la Germanwings (filiale de Lufthansa) qui a totalisé 110 000 visites à lui seul, la mort de Pasqua (13 000), ou les attentats de Charlie Hebdo (10 000)...

Un outil utile

Aujourd'hui, nous entrons dans une seconde phase : il s'agit de faire du site un outil au quotidien. La rubrique

npa2009.org/actualite fait le point sur les informations sociales, politiques, internationales et sur les luttes en cours. La rubrique npa2009.org/agir donne des outils (tracts, autocollants, affiches...) et informe des débats internes, de l'actualité des comités et de l'intervention dans les entreprises. La rubrique npa2009.org/idees rend compte des débats dans notre parti et dans le mouvement ouvrier dans son ensemble. Nous tentons aussi d'améliorer notre couverture culturelle avec npa2009.org/idees/culture : films, livres, bandes dessinées, expositions... Enfin, npa2009.org/arguments aborde des dossiers plus précis.

La prochaine étape sera de refondre le site pour gagner en cohérence, d'améliorer la couverture vidéo et la gestion des réseaux sociaux qui reste encore trop artisanale. Les militantEs et sympathisantEs sont invités à nous faire part des informations utiles, en nous contactant 1.

Antoine Larrache

1 - Écrire à equipe-site@npa2009.org



Puis Olivier prit la parole pour ouvrir le débat en rappelant les «causes communes», dont la question des migrantEs mais aussi la répression des salariés d'Air France, des éléments fédérateurs pour organiser collectivement la riposte, le tous ensemble nécessaire face à ce gouvernement qui mène une politique pire que la droite.

L'échange avec la salle montra une fois que plus, qu'au-delà du découragement parfois exprimé, c'est bien l'envie d'en découdre qui était partagée. Un succès qui en appelle d'autres !

Sivens (81) Marche pour Rémi Fraisse, une victoire politique !

Un an après l'assassinat de Rémi Fraisse par les forces de l'ordre, une marche en sa mémoire était organisée dimanche 25 octobre sur le site de Sivens, à l'initiative de la coordination des opposants. Mais une poignée de pro-barrages, connus pour leurs exactions dans les milices l'année dernière, ont poussé la provocation et l'indécence jusqu'à déposer trois contre-manifestations pour fournir le prétexte à un arrêté municipal d'interdiction... Face à cette situation, le collectif Testet et l'ensemble des organisations institutionnelles ont choisi de se retirer de la marche et de se rabattre sur Plaisance-du-Touch, à 80 km de là, tandis que quelques organisations, dont notamment le collectif des Bouilles et le NPA, ont refusé de capituler et ont maintenu la marche. Avec 400 personnes sur la marche maintenue (contre

300 à Plaisance-du-Touch), dont plusieurs proches de Rémi Fraisse à commencer par sa mère, la préfecture a été obligée – sur ordre du ministère semble-t-il – d'autoriser la marche. Sur place, divers hommages, poèmes, se sont succédés autour du mémorial placé clandestinement sur le site quelques jours plus tôt.



Une victoire politique importante pour un mouvement qui a été assommé l'année dernière par la politique de terreur et d'extrême violence appliquée par la préfecture et les milices liées à l'extrême droite, ainsi que par les calomnies des médias. Non seulement la marche a pu revenir sur le site, mais les opposantEs

au barrage ont pu montrer qu'ils étaient déterminés et ne céderaient pas à la peur des milices, ni à l'intimidation de la maire de Lisle-sur-Tarn. Pour que justice soit faite, contre le projet de barrage, la lutte n'est clairement pas finie !

Paris Avec les migrants, une manifestation réussie.

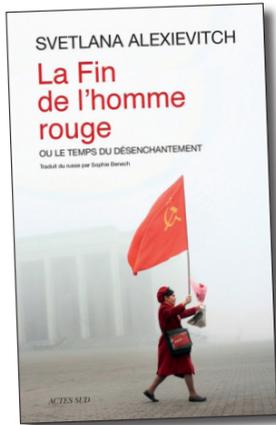
C'est grâce à une fuite de l'intérieur de la préfecture que les 800 migrantEs, qui occupaient le lycée désaffecté dans le 19^e arrondissement de Paris, ont appris la décision de l'évacuation surprise (voir article page 2). Samedi, nous étions environ 1500 à manifester, en colère et déterminés à poursuivre le combat : beaucoup de jeunes plus ou moins proches des réseaux «libertaires» et «autonomes» et/ou organisés dans des collectifs de lutte, mais relativement peu de membres de partis ou de syndicats. Quelques drapeaux de Solidaires et de partis tels que le NPA, Ensemble ou AL mais absence du PCF (qui gère la mairie avec le PS) et aussi du PG. Dans le 20^e arrondissement (voisin du lycée), un collectif antiraciste et antifasciste a réussi à lancer une initiative bien plus large, «20^e solidaire avec toutEs les migrantEs». Une première réunion enthousiasmante de plus de 30 personnes, dont une quinzaine de structures (collectifs, assos, syndicats, partis) et surtout plus de 60 personnes dans une petite manifestation bruyante dans le quartier pour rejoindre la manif. Des réseaux de solidarité encourageants commencent à se redévelopper sur l'arrondissement.

Essai

La Fin de l'homme rouge de Svetlana Alexievitch

Actes Sud, 2013, 24 euros

Svetlana Alexievitch, écrivain et journaliste biélorusse née en 1948, vient d'avoir le Nobel de littérature pour l'ensemble de son œuvre...



pour des chanteurs hors la loi mais adorés, et surtout pour des idées et des idéaux... Alors que depuis 1991 et la chute de l'URSS, on n'aspire plus qu'à faire du fric, bouffer au Mac Do ou s'acheter des petites culottes roses. Symboles du come-back capitaliste! L'ouvrage donne la parole à des êtres qui semblent tous déçus ou brisés, par le communisme ou prétendu tel, comme ensuite par Gorbatchev, Eltsine, voire Poutine...

Une histoire reste à faire

Force est de reconnaître que l'ouvrage donne à réfléchir à cette bouleversante histoire, aux ramifications mondiales, car illusions et désillusions suscitées par le stalinisme ont passé les frontières. Mais une histoire reste à faire, qui ne peut se limiter à amasser les miettes, qui a besoin de réflexion et de perspectives. L'époque de l'URSS n'a pas connu que des humiliés et des offensés, mais des individualités et courants qui ont choisi de combattre le système et la dégénérescence de la révolution, au premier rang desquels les bolcheviks qui l'avaient faite, même s'ils ont finalement été vaincus et liquidés par Staline. Puis des dissidents... des hommes et des femmes qui n'ont pas renié leurs idées et combats.

miettes de vie, oui, à l'état brut, mais néanmoins contradictoires! La préface de l'auteure a comme un goût d'anticommunisme primaire: Lénine, Staline et leur marxisme-léninisme auraient forgé un «*Homo sovieticus*», tragique et ringard, pour n'avoir connu que les mensonges et les dénonciations, les arrestations et les camps, les tortures et les fusillades, les déportations de peuples, dans ce vaste pays qui a vécu une Seconde Guerre mondiale terrible... Exit l'«*Homo sovieticus*», si l'on comprend bien Svetlana Alexievitch... bien que nombre de ceux qu'elle interroge disent regretter une époque où l'on se passionnait pour des livres maudits et lus en cachette,

Parmi les plus connues en France, un brûlot contre la guerre d'Afghanistan¹, un autre sur la tragédie de Tchernobyl², puis cette stupéfiante somme de témoignages sur l'URSS stalinienne et ce qu'il en est advenu après son effondrement, parue en 2013 sous le titre *La Fin de l'homme rouge ou le temps du désenchantement*. Ce dernier ouvrage est un trésor. 500 pages de souvenirs, nostalgies et rancœurs, que la plume de Svetlana Alexievitch fait remonter à la surface, avec leurs mots et images qui viennent du cœur et des tripes. Elle a d'autant plus admirablement recueilli ces pépites de franc parler populaire qu'elle s'en dit «*complice*», utilise en préface le «*nous*»: «*C'était le socialisme, et c'était notre vie, tout simplement.*» Elle précise sa démarche: «*J'écris, je ramasse brin par brin, miette par miette, l'histoire du socialisme "domestique"... "intérieur". La façon dont il vivait dans l'âme des gens.*» Des

Et on a envie de terminer par un témoignage de l'ouvrage, amusant et rassurant:

«*Moi j'ai grandi dans une famille de dissidents... Mes parents connaissaient Sakharov, ils diffusaient du samizdat. J'ai lu avec eux Vassili Grossman, Evguénia Guinzbourg, Sergueï Dovlatov... (...) J'écoutais Radio Liberté. Et en 1991, bien entendu, j'étais avec eux dans la chaîne qui s'était formée autour de la Maison-Blanche, prêt à sacrifier ma vie pour que le communisme ne revienne pas. (...) Pour nous, le communisme était lié à la terreur, au Goulag. À une cage. Nous pensions qu'il était mort. Mort pour toujours. Vingt ans ont passé... J'entre dans la chambre de mon fils, et qu'est-ce que je vois sur son bureau? Le Capital de Marx, et sur une étagère, Ma vie de Trotski... Je n'en croyais pas mes yeux! Marx est de retour?» Est-ce donc vraiment la fin de «*l'homme rouge*»?*

Michelle Verdier

1- *Les Cercueils de zinc*, ouvrage paru en 1989, traduction en français en 1991, Bourgois, 8 euros.
2- *La Supplication. Tchernobyl. Chronique du monde après l'apocalypse*, paru en 1997, traduction en français en 1998 chez Lattès, en 2004 chez J'ai lu, 5 euros

Et une pièce à voir actuellement à Paris...

Une lecture d'extraits de l'œuvre de Svetlana Alexievitch adaptée et mise en scène par Stéphanie Loïk au théâtre de l'Atalante à Paris (10, place Charles-Dullin, 18^e arrondissement, 01 46 06 11 90), du 4 novembre au 7 décembre. Un spectacle de qualité.

Cinéma

En mai fais ce qu'il te plaît de Christian Carion

Avec August Diehl, Olivier Gourmet et Mathilde Seigner. Sortie le mercredi 4 novembre



Après *Joyeux Noël* (2005) dans lequel il relatait la fraternisation de soldats français, anglais et allemands sur le front à Noël 1914, Christian Carion s'attaque avec ce nouveau film à un épisode peu relaté par le cinéma français, hormis bien sûr *Jeux interdits* (René Clément, 1952): l'exode de 8 millions de personnes sur les routes de France en mai et juin 1940, fuyant l'avancée des armées de l'Allemagne nazie. Le point de départ est en 1939 avec un communiste allemand (interprété par August Diehl) qui, sur le point d'être arrêté par la Gestapo, fuit en France avec son fils. On le retrouve dans un village près d'Arras. Un sujet osé en France où certains événements semblent tabou. Le film se laisse voir agréablement et tous les acteurs jouent juste (même Laurent Gerra surprenant dans un second rôle) mais cela reste très académique. Et surtout l'abondance de bons sentiments nuit à la portée du sujet évoqué. On reste donc sur sa faim.

Olivier Sillam

Théâtre

Soulèvement(s)

Texte de Marcel Bozonnet et Judith Ertel. Avec Valérie Dréville, Marcel Bozonnet et Richard Dubelski

Comme l'écrivent les deux auteurs du texte: «*Nous avons voulu transmettre, faire sentir, voir... ce qui est à l'œuvre dans le soulèvement d'un peuple: le mouvement, la poussée, la marche, le flux, l'affrontement, l'enthousiasme, la colère, le risque et l'effacement de la peur de la mort.*» Effectivement, qu'est-ce qui fait qu'à un moment donné se déclenche un mouvement populaire massif dont les participants sont prêts à faire des choses qu'ils n'avaient jamais envisagées auparavant, à prendre des risques... et qu'alors «*ce qui paraissait impossible, devient possible*»?

Un personnage de la pièce dit à un moment donné qu'il n'est pas allé à la première grande manif de la place Tahrir au Caire parce que ça allait être comme d'habitude: trop faible pour avoir un quelconque impact. Et, justement, ce jour-là, ça n'a pas été comme d'habitude...

À partir de textes, entre autres de Victor Hugo, Mirabeau, Aimé Césaire, Robespierre et de l'historienne Sophie Wahnich, la pièce évoque essentiellement des moments de la Révolution française où le peuple de Paris prend l'initiative. S'y entremêlent des évocations et des témoignages sur les révolutions tunisienne, syrienne et égyptienne.

Aux récits des participants s'ajoutent des considérations politiques qui éclairent le sens des événements. Cela donne à la pièce une grande densité sans guère de moments de

respiration. Mais elle mérite de mobiliser son attention. À voir donc si on en a la possibilité.

Henri Wilno

- À Paris, à la Maison des métallos jusqu'au dimanche 25 octobre;
- à Cergy-Pontoise, à l'Apostrophe - Scène Nationale les 27 et 28 novembre;
- à Amiens, à la maison de la culture les 1^{er}, 2 et 3 décembre;
- à Limoges, au centre culturel Jean-Gagnant les 16, 17 et 18 décembre.



DR

Roman

D'après une histoire vraie de Delphine de Vigan

JCLattès, 2015, 20 euros

Dès les premières pages de ce nouveau roman de Delphine de Vigan, la fiction et le réel se mélangent à merveille, et au fil des pages, on ne sait plus s'il s'agit d'une pure fiction ou d'une «*pure autobiographie*». Et l'auteure s'amuse de ce mélange subtil qui interroge le lecteur tout au long de ces 479 pages.

C'est l'histoire de Delphine, écrivaine qui vient de connaître un succès inattendu avec son dernier roman autobiographique sur sa mère et qui est pris de doutes, de questionnements

face à l'écriture. Que peut-elle écrire d'autre? A-t-elle été au bout de son «*talent*»? C'est alors qu'elle rencontre L. Une amitié exclusive, possessive, se crée entre les deux femmes. Dès le début, le lecteur perçoit très vite que L est une manipulatrice, et on a envie de dire à Delphine de faire attention, de fuir... Mais non, l'emprise lente et sournoise de L sur Delphine est bien réelle et dangereuse.

Un roman haletant et angoissant rappelant par moment le *Misery* de Stephen King. Avec ce livre, Delphine de Vigan nous dévoile une nouvelle



fois sa fragilité, ses émotions mais aussi un talent contestable. Un roman à lire et à offrir sans modération. Sandra Demarcq

Télévision

Les Petits Secrets des grands tableaux

Série documentaire réalisée par Carlos Franklin et Clément Cogitore. Sur Arte le dimanche à midi, à partir du dimanche 1^{er} novembre.

Entre innovation numérique et décryptage ludique, dix explorations de grandes toiles, à la rencontre des artistes et de leur époque. Déambuler dans les toiles pour révéler leurs plus infimes détails, repousser les limites du cadre pour décrypter le contexte de leur création: c'est l'ambition de cette passionnante collection, *Les Petits Secrets des grands tableaux*.

Grâce aux techniques de l'animation numérique, chaque film devient un voyage dans le temps, nous transportant littéralement dans une grande œuvre du passé, à la rencontre de l'artiste et de son époque. Les tableaux prennent vie pour nous raconter guerres, révolutions, mutations économiques et découvertes scientifiques, croyances et courants d'idées.

Un accompagnement web qui revisite les chefs-d'œuvre de la série en leur attribuant des légendes drôles et décalées. Ugo Clerico

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

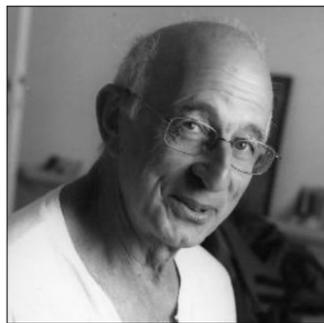
librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris - Tél. : 01 49 28 52 44

La Relativité, un siècle après sa découverte

Tribune. Cette semaine nous ouvrons nos colonnes au physicien **Hubert Krivine** à l'occasion d'un anniversaire qu'il ne faut pas oublier de célébrer...



«Ce que j'admire le plus dans votre art, dit Albert Einstein à Chaplin, c'est son universalité. Vous ne dites pas un mot, et pourtant le monde entier vous comprend. C'est vrai, réplique Chaplin. Mais votre gloire est plus grande encore: le monde entier vous admire, alors que personne ne vous comprend.»

La théorie de la relativité restreinte a maintenant 110 ans et celle de la relativité générale, un siècle. Aussi ce dialogue attribué à Einstein et Chaplin a un peu vieilli : aujourd'hui la théorie de la relativité (restreinte) est enseignée à tous les étudiants en science, ce qui concerne quand même dans le monde quelques millions de personnes.

À l'instar de la mécanique quantique, la relativité a été conçue en vue d'expliquer certains paradoxes théoriques ou expérimentaux auxquels la science «classique» était confrontée. Pas pour fabriquer des lasers ou des bombes. Il est remarquable de voir que la réponse à ces soucis qui n'impliquaient qu'une toute petite frange de physiciens va, en moins de cinquante ans, concerner toute l'humanité. Des milliards de gens se servent – certes à leur insu – de la théorie de la relativité générale : tous les utilisateurs de GPS sur leur téléphone portable. La relativité restreinte enseigne quatre choses liées, faciles à exposer, mais pas nécessairement à comprendre (voir encadré). Quant à la relativité générale, elle est difficile à exposer et encore plus à comprendre. L'usage pour vulgariser est de dire qu'elle décrit un espace-temps qui est déformé par la présence des masses. Est-ce compréhensible ?

Énigmes et inconnues

Un chroniqueur «culturel» de télévision a osé raconter que «Le but de la relativité n'était pas uniquement la construction de la

bombe atomique»². En d'autres termes que Einstein n'était pas uniquement un assassin ! Rien de plus bête : en 1915, on était à mille lieues de l'idée d'une telle bombe, mais surtout la théorie de la relativité est simplement (avec la mécanique quantique) la base de toute la physique moderne. Son but était uniquement d'aider à comprendre le monde ! Cette compréhension n'est ni achevée ni probablement achevable. On sait, par des observations astronomiques, que l'univers est en expansion, c'est donc qu'il a émergé jadis (il y a plus de 13 milliards d'années) d'une origine de dimension microscopique : le Big Bang. On le sait en remontant à l'envers les équations de la relativité qui régissent son évolution. Mais quand on les remonte trop, on arrive à un univers tellement contracté et chaud, qu'il faut, pour le décrire correctement, disposer d'une théorie quantique de la gravitation. Ce qu'on ne sait pas faire aujourd'hui. Restent encore deux énigmes. Les mouvements des étoiles dans les bras des galaxies ne sont expliqués par les lois de la gravitation même relativistes, que si on suppose la présence d'une quantité énorme de matière non vue. Cette matière «noire», inconnue, représenterait au moins 80% de la matière de l'univers. De plus, l'expansion de l'univers irait en s'accroissant, ce qu'on ne pourrait expliquer que par l'existence également hypothétique d'une énergie «noire» qui représenterait 90%

de l'énergie totale de l'univers. En bref, plus de 90% de l'énergie et de la masse nous seraient totalement inconnues !

Répercussions majeures

Nous voudrions tirer deux conclusions de cette présentation de la relativité :

1 – La relativité n'est pas contradictoire avec la physique habituelle (celle de Newton, qu'on apprend à l'école). Elle la fait seulement apparaître comme un cas particulier, valable (et même tout à fait suffisant) aux vitesses, distances et masses usuelles. Même si on l'ignore, ses applications sont partout présentes. Elle a de plus permis une réflexion tout à fait nouvelle sur le temps et l'espace.

2 – Jamais Einstein n'aurait pu faire financer ses recherches avec les méthodes d'aujourd'hui, c'est-à-dire des projets à court terme, bien finalisés avec retombées prévisibles de brevets.

Répetons-le : il n'y a jamais eu de progrès majeur dans la théorie, même en mathématiques, qui n'ait eu de répercussion majeure dans la société. À nous de veiller à que ces répercussions soient bénéfiques !

1 – Voir par exemple l'article assez pédagogique «La Relativité générale et la Courbure de l'espace-temps» : <http://www.astronomes.com/la-fin-des-etoiles-massives/relativite-generale>

2 – Accréditant ainsi pour des millions de téléspectateurs, l'idée que la science est responsable du lâcher de la bombe sur Hiroshima, comme si la découverte du bacille de la peste par Yersin était responsable de la guerre bactériologique!

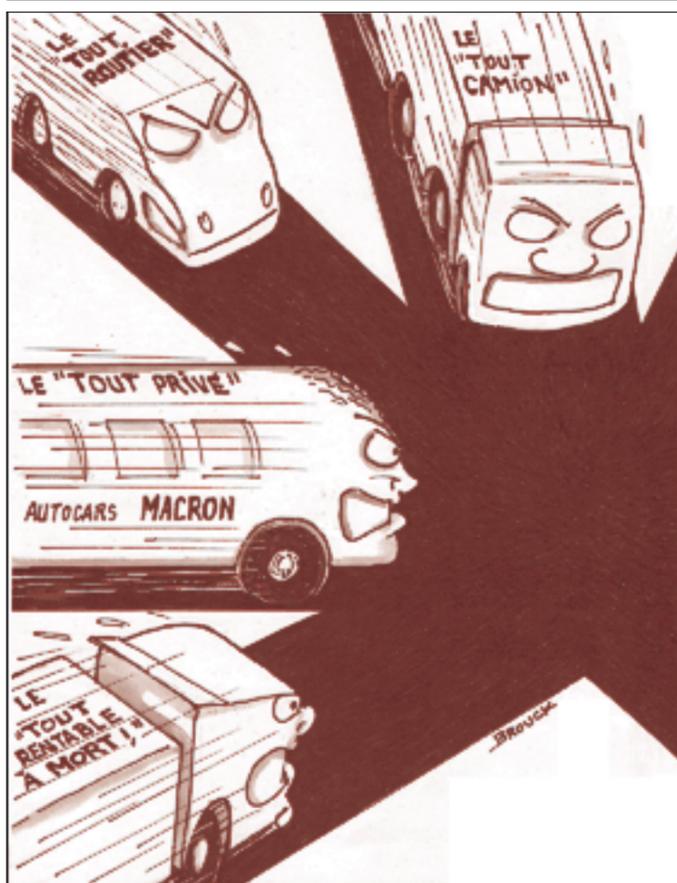
1 La vitesse de la lumière, c , est une constante absolue d'environ 300 000 km/s indépendante de la vitesse de l'observateur. C'est paradoxal, car si l'on se déplace en TGV à 300 km/h et qu'on envoie un signal lumineux vers l'avant, on s'attend à ce qu'il se déplace à la vitesse de $c + 300$ km/h par rapport au paysage. Il n'en est rien : la mesure de la vitesse de la lumière donne toujours la même valeur c , que la source soit immobile ou en mouvement. Rassurons-nous : les vitesses faibles (petites par rapport à celle de la lumière) s'ajoutent bien : si vous marchez à 5 km/h dans ce TGV, vous ferez, comme votre intuition vous le suggère, du 305 km/h par rapport au paysage (mais il faudrait en toute rigueur retrancher à ce résultat 5/100 de milliardième km/h!).

2 La fameuse relation $E=mc^2$. Elle exprime que toute masse possède un contenu énergétique, appelé énergie de masse. Ce qui veut dire par exemple que la disparition de 1 mg de matière crée une énergie colossale de 20 millions de kilocalories ! En fait toute production d'énergie correspond à une perte de matière et réciproquement : toute perte de matière correspond à un dégagement d'énergie. Mais pour des énergies «raisonnables», celles de la vie quotidienne, cette perte est dérisoire et on ne l'avait jamais mesurée : pour une kilocalorie, elle vaudrait moins d'un milliardième de milliardième de microgramme ! On pouvait donc croire que dans les réactions chimiques, «rien ne se perd, rien ne se crée». Par contre, dans les réactions nucléaires (fission ou fusion) les pertes de masse ne sont plus dérisoires et l'énergie libérée devient colossale. La chaleur du soleil (ou des bombes atomiques) peut en témoigner.

3 L'inertie d'un corps n'est plus identique à sa masse, elle augmente avec sa vitesse. Ce point est subtil. L'inertie d'un corps caractérise sa résistance à la mise en mouvement. Sa masse intervient dans la loi de gravitation, par laquelle les masses s'attirent. Il se trouve que, aux petites vitesses, les deux grandeurs sont identiques. Mais, lorsque la vitesse d'un mobile augmente, sa masse ne change pas mais son inertie augmente, si bien qu'il devient de plus en plus difficile de l'accélérer. Comme l'inertie devient infinie lorsque la vitesse s'approche de la vitesse de la lumière, celle-ci apparaît comme une limite indépassable. La vitesse de la lumière ne peut être atteinte que par des corps de masse nulle : les photons qui sont les «grains» de lumière qui se propagent avec elle.

4 Nous vivons avec l'intuition que le temps est universel : il se déroule pour tout le monde de la même façon, que l'on soit au repos ou en mouvement. En fait, là encore, cela n'est vrai que lorsque les vitesses en jeu sont petites devant celle de la lumière. Il n'y a plus de temps absolu : sa mesure dépend de la vitesse de l'observateur. À la limite, un photon qui s'éloigne à la vitesse de la lumière d'une horloge fixe ne pourrait pas «voir» les aiguilles bouger, puisque c'est toujours le même signal qui lui parvient. Quant à vous, vous éloignant à vitesse plus faible, vous les verriez tourner, mais plus lentement. Bien entendu, ce ralentissement est imperceptible aux vitesses usuelles, il n'avait donc jamais été observé. Il a été maintenant largement mis en évidence par exemple dans des avions embarquant des horloges atomiques (de précision inouïe, car elles dérivent de moins d'une seconde pour 160 millions d'année) !

L'image de la semaine



Vu ailleurs

RISQUES CHIMIQUES POUR LES SALARIÉS.

En 2010, plus de 10 % des salariés, environ 2 250 000 personnes, ont été exposés à au moins un produit chimique cancérigène, mutagène ou reprotoxique (CMR) pendant la dernière semaine travaillée. [...]

Les expositions aux produits CMR concernent surtout les hommes, les ouvriers, les apprentis et plus généralement les jeunes de moins de 25 ans. Cette surexposition des plus jeunes est un élément majeur à prendre en considération afin d'améliorer la prévention dès le début de leur carrière professionnelle et préserver ainsi leur santé par la suite. En effet, les jeunes, moins expérimentés et davantage soumis à des conditions de travail difficiles, auraient tendance à prendre plus de risques pour leur santé. Or, l'impact des expositions aux risques chimiques est d'autant plus important que l'exposition est précoce. L'exposition des salariés aux CMR est la plus forte dans le domaine professionnel de la maintenance (43 %). Les ouvriers et les hommes y sont majoritaires. Cela explique en partie pourquoi les hommes sont aussi beaucoup plus fréquemment exposés que les femmes (16 % contre 3 %). Les plus fortes expositions aux produits mutagènes concernent également la maintenance et la mécanique-travail des métaux. [...]

En 2010, les médecins du travail ne signalent aucune mesure de protection dans 19 % des cas d'exposition aux agents CMR. Les protections collectives sont mises à disposition dans 21 % des cas (hors ventilation générale), sans différence majeure selon le type de produits, mais ce ne sont pas nécessairement les populations les plus fortement exposées qui disposent des meilleures mesures de protection. Près de 28 % des cadres exposés bénéficient d'une aspiration à la source, protection collective particulièrement efficace, contre 12 % des ouvriers qualifiés.

«Les expositions aux cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques. Un zoom sur huit produits chimiques», DARES Analyses n°074, octobre 2015.

<http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2015-074.pdf>

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois	<input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org